

<b>Zeitschrift:</b>	Archiv des Historischen Vereins des Kantons Bern
<b>Herausgeber:</b>	Historischer Verein des Kantons Bern
<b>Band:</b>	8 (1872-1875)
<b>Heft:</b>	2
<b>Artikel:</b>	Gesandtschaftsbericht des Landammanns Niklaus Rudolf von Wattenwyl über seine Abordnung an Kaiser Napoleon I. nach Paris im Jahr 1807
<b>Autor:</b>	Gisi, Wilhelm
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-370757">https://doi.org/10.5169/seals-370757</a>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 12.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Gesandtschaftsbericht  
des  
Landammanns Niklaus Rudolf von Wattenwyl  
über  
seine Abordnung an Kaiser Napoleon I.  
nach Paris im Jahr 1807.

---

Nachdem durch die Verträge vom 7. und 9. Juli 1807 zu Tilsit der Continentalfriede neu befestigt worden war und der damalige Landammann der Schweiz, Bürgermeister Hans von Reinhard von Zürich, vernommen hatte, daß dieses Ereignisses wegen nicht nur groÙe Feierlichkeiten in Paris stattfinden, sondern auch von Seite der meisten mit Frankreich verbündeten Mächte besondere Beglückwünschungen an den französischen Kaiser gelangen würden, hielt derselbe es den Umständen und den nahen Beziehungen der Schweiz zu Frankreich angemessen, jene bei diesem Anlaß durch eine eigene außerordentliche Abordnung, neben der permanenten Gesandtschaft, vertreten zu lassen.

Neben dem Hauptzweck der Beglückwünschung Napoleons hatte jene Deputation noch die weitere Aufgabe, bei ihm die Erledigung einer Reihe von wichtigen Angelegenheiten, welche bisher ohne Erfolg betrieben worden waren, neuerdings mit allem möglichen Nachdruck anzuregen.

Mit dieser Mission betraute Reinhard den Schultheißen Niklaus Rudolf von Wattenwyl von Bern, gewesenen Landammann des Jahres 1804 und General über das eidgenössische Truppenaufgebot von 1805, welcher bereits im April 1805 Chef der schweizerischen Abordnung an den französischen Kaiser, bei dessen Durchreise durch Chambéry zur Krönung in Mai-

land, gewesen war. Als Gesandtschaftsrath ward ihm der eidgenössische Kanzler Marc Mousson beigegeben.

Der daherige Gesandtschaftsbericht ist bisher nicht veröffentlicht, sondern nur handschriftlich in Kürze von Tillier (Geschichte der Eidgenossenschaft während der Herrschaft der Vermittlungsacte, 1. Bd. Zürich 1845, S. 277 ff.) und Monnard (Fortsetzung von J. Müller, Bd. 15. Zürich 1853, S. 126), ausführlicher freilich von Fischer (Erinnerung an Niklaus Rudolf von Wattenwyl, Bern, 1867, S. 141) benutzt worden. Mit Rücksicht auf die Wichtigkeit der Aufgaben, welche die Abordnung zu erledigen hatte, sowie zur Charakteristik der Zeit und des damaligen Verhältnisses der Schweiz zu Frankreich, schien es daher angemessen, denselben im Druck mitzutheilen. Es geschieht dies in der Weise, daß diejenigen Stellen, welche kein historisches Interesse bieten, z. B. Berichte über Besuche bei Personen von untergeordneter Bedeutung, sowie über Hoffestlichkeiten, Diners u. s. w. ausgelassen, dagegen zur Erläuterung einzelner Stellen des Berichts die betreffenden Correspondenzen des Gesandten an den Landammann aufgenommen, endlich in Form von Anmerkungen am Schlusse einige Mittheilungen über persönliche und sachliche Verhältnisse beigefügt werden.

Bern, 15. August 1872.

Dr. Wilhelm Gisi.

## Instruction.

---

I. Le retour de Sa Majesté l'Empereur et Roi dans la Capitale de son Empire après tant d'événemens mémorables, qui ont amené la conclusion de la paix continentale, est une circonstance qu'il convient de saisir pour une mission extraordinaire destinée essentiellement à porter à Sa Majesté les félicitations, les vœux et l'hommage du dévouement respectueux de l'autorité fédérale et des gouvernemens cantonaux de la Suisse. Une telle démarche paraît surtout faite pour obtenir des résultats favorables dans le moment actuel, où Sa Majesté Impériale a donné au Landammann et à la Diète des témoignages flatteurs de sa bienveillance et de son estime.<sup>1)</sup>

Afin de cultiver des dispositions aussi précieuses, le Landammann de la Suisse a fait choix de Monsieur le Général de Watteville<sup>2)</sup>, ancien Landammann de la Suisse, avoyer du canton de Berne, lequel voudra bien se rendre le plutôt possible à Paris, où Monsieur le chancelier Mousson<sup>3)</sup> nommé Conseiller de Légation ad hoc, va le précéder. . . .

Arrivé à Paris Monsieur l'Envoyé Extraordinaire cherchera d'obtenir le plutôt possible une audience de S. M. l'Empereur et Roi et la demandera par l'intermédiaire de S. A. le prince de Bénévent<sup>4)</sup>, auquel, par conséquent, la première visite doit être adressée.

Dans cette audience, que M. l'E. E. peut espérer d'obtenir sans peine, vu que S. M. a été informée au préalable du projet d'une telle mission, la lettre du Landammann sera remise et M. l'E. E. l'accompagnera d'un compliment analogue à la circonstance. Il présentera aussi à S. M. M. le chancelier Mousson.

Le premier et le plus important point d'instruction, que M. l'E. E. doit surtout avoir en vue, est de chercher par tous les moyens en son pouvoir, de rendre agréable l'hommage qu'il est chargé de présenter de la part de la Confédération et par-là de confirmer toujours davantage S. M. dans les dispositions bienveillantes qu'Elle accorde à ce pays. Dans cette audience M. l'E. E. trouvera aussi l'occasion de répéter à S. M. combien le Landammann et la Diète ont été sensibles aux témoignages d'estime et de confiance contenus dans la lettre impériale du 18. May.<sup>5)</sup>)

Quant au cérémonial et à l'étiquette proprement dite, M. l'E. E. agira selon sa prudence, en se conformant aux usages reçus. Il ne negligera rien pour soutenir la dignité de l'Etat qu'il représente, ainsi que pour obtenir les égards dûs au caractère de sa mission. Il fera sa cour aux personnes de la famille Impériale, il visitera les dignitaires de l'Empire et Ministres d'Etat. Du reste on se borne à rappeler ici que la bienveillance de S. A. le Prince de Neufchâtel<sup>6)</sup> est trop utile à la Confédération pour ne pas le prévenir par tous les égards possibles s'il se trouve à Paris. S. E. le Ministre de l'Intérieur de l'Empereur<sup>7)</sup> et M. Marescalci<sup>8)</sup>, Ministre des relations extérieures du Royaume d'Italie, doivent aussi être recherchés avec empressement par M. l'E. E.

II. Si la paix continentale, accompagnée du souvenir des hauts faits qui l'ont précédée et de l'espérance des biens qu'elle doit verser sur l'humanité est une circonstance éminemment convenable pour adresser des félicitations au monarque désigné par le ciel pour fonder un nouvel ordre politique sur le continent, le Landammann de la Suisse doit aussi, d'après les devoirs de sa charge, chercher dans cette mission l'occasion de recommander à notre puissant allié les intérêts particuliers de la Confédération que S. M. seule peut assurer promptement et d'une ma-

nière satisfaisante. A la dernière Diète plusieurs députations cantonales ont exprimé au Landammann le vœu de faire soigner par une Députation extraordinaire divers objets essentiels sous le rapport économique et politique. Personne assurément, que M. de Watteville et M. Mousson, qui dans les cours de leurs services publics ont acquis une connaissance parfaite des affaires de la Suisse, ne pourra s'acquitter de ce devoir. Personne n'a plus le droit à un accueil favorable et ne peut espérer un résultat plus heureux de ses soins. Du reste M. l'E. E. se concertera avec M. de Maillardoz<sup>9</sup>), Ministre plénipotentiaire. Il lui témoignera une juste confiance et profitera de ses conseils.

Ces objets importans, qui sont recommandés à l'E. E. d'une manière très-pressante, afin que, de concert avec M. le Chancelier Mousson, il fasse auprès de qu'il appartiendra, toutes les démarches propres à satisfaire la juste attente du Landammann et des cantons, sont les suivants:

A. Le premier intérêt politique de la Suisse est le maintien de son indépendance et de sa Constitution fédérative. Bien qu'à cet égard elle puisse se livrer à une confiance parfaite, la Confédération cependant attachera toujours un grand prix à chaque confirmation nouvelle de ces grands avantages. Si dans le traité de Tilsit, comme dans celui de Pressburg, une garantie formelle a été insérée, M. l'E. E. exprimera à S. M. toute la reconnaissance du Landammann. Le traité de Tilsit se taisant sur ce point, il faudra voir, si peut-être lors des stipulations subséquentes, qui expliqueront et développeront les bases générales de la paix, il serait possible de faire insérer une telle clause. Cette affaire, qui reclame tous les soins de M. l'E. E., demande d'être traitée avec prudence et délicatesse.<sup>10</sup>)

B. Les frontières de la Suisse du côté de l'Allemagne seraient susceptibles d'améliorations très-désirables pour

es cantons intéressés et pour la Confédération en général, mais en elle-mêmes peu importantes, en sorte que si S. M. daignait prendre intérêt à nos vœux, les souverains des pays voisins de la Suisse n'y mettraient probablement pas de grands obstacles. A l'époque de la paix de Pressburg les demandes modestes de la Suisse furent exposées à S. M. dans divers mémoires.<sup>11)</sup> Mais soit que les dispositions ne fussent pas très-favorables dans ce tems là, soit que les mémoires en question aient paru trop tard sous les yeux de l'Empereur, l'occasion s'est perdue. Aujourd'hui elle paraît se présenter de nouveau. Les arrangements définitifs vont avoir lieu pour l'organisation de l'Allemagne: des récompenses seront données sans doute aux alliés dont la coopération a servi utilement les armées de la France; des villes, peut-être des provinces entières, changeront de maître. Sa Majesté dans ce grand ouvrage des compensations peut, sans faire tort à aucun des princes qui se sont montrés dignes de son affection, détacher quelques parcelles, dont la loi des localités et toutes les convenances sollicitent la réunion avec la Suisse. Par-là ce pays se verrait une fois soustrait aux inconvénients si vivement sentis d'une frontière mal tracée, compliquée sur plusieurs points, très-défavorable dans d'autres. L'unité d'intérêt politique, l'indépendance, les relations de voisinage et de commerce y gagneraient essentiellement.

La Suisse ne désire point de s'agrandir; mais la nécessité de cette rectification des limites est si impérieuse pour elle, qu'elle ne doit pas craindre de déposer ses vœux dans le sein du Monarque, qui lui a donné avec la médiation une alliance honorable et dans l'un et l'autre les gages les plus sacrés de sa bienveillance pour le moment présent et pour les tems à venir. En faisant usage à propos de ce titre, en le présentant avec respect et confiance, il est permis sans doute d'attendre de S. M. un juste acquiescement à nos demandes. Voici les objets déjà

touchés dans les mémoires précédens, sur lesquels ces demandes pourraient porter:

« 1). Le canton de Schaffhausen désirerait purifier son territoire par la réunion des enclavemens de Buesingen et de Gaylingen; ces deux petits villages qui faisaient autrefois partie de l'Autriche antérieure, appartiennent quant à la souveraineté territoriale à S. M. le Roi de Wurtemberg. La basse jurisdiction et les revenus utiles sont la propriété de quelques familles de Schaffhouse.

« 2. En deçà des frontières naturelles du même canton au nord-ouest dans l'arrondissement de la commune de Schleitheim sont quelques terrains vagues, en partie couvertes de bois, où il ne se trouve que deux ou trois habitations. Le prince de Furstenberg forme des prétentions sur ce petit district; le canton de Schaffhouse y a exercé de tout tems des droits de souveraineté et autres, des citoyens de Schaffhouse possèdent les terres. On désirerait voir disparaître cette complication d'intérêts, ainsi que quelques compromis qui existent vers l'ancien territoire de l'ordre teutonique du côté d'Epfen-hofen et sur le Randen.

« 3. Enfin pourachever la démarcation naturelle du canton de Schaffhouse, il conviendrait d'y joindre une petite langue de terre, nommé le Schlauch, que la route d'Eglisau traverse entre Morikoffen et Bargen.<sup>12)</sup>

« 4. Une demande plus importante, mais qui serait également réclamée par toutes les convenances, c'est celle de la réunion de Constance. Le Landammann se réfère à cet égard au contenu du mémoire de M. le Landammann Merian en date du 12 Janvier 1806. Constance ne saurait recouvrer quelque population et quelqu'aisance aussi longtemps qu'elle est séparée du pays, auquel la nature l'a destinée et au retour le canton de Thurgovie sera toujours gêné dans toutes ses communications, s'il ne parvient à la possession de cette ville.<sup>13)</sup> »

M. l'E. E. en cherchant par tous les moyens que la prudence lui suggérera à obtenir à la Suisse les avantages ci-dessus, est prié de ne pas perdre de vue que ce n'est point un canton qui sollicite, mais la Confédération entière, en se réservant de remettre les objets en question aux cantons intéressés, sous des clauses justes et conformes aux principes de l'acte de médiation.

Les principes que la France a adoptés quant à ses frontières à l'occident et au midi de la Suisse et les pertes qui en sont résultées pour cette dernière, forment un motif particulier à l'appui de cette demande.

Des détails statistiques au sujet de Constance seront envoyés à M. l'E. E. dans peu de jours; quant aux frontières du canton de Schaffhouse, le Landammann se réfère au mémoire du Gouvernement sur cet objet, que M. Mousson a en portefeuille.

C. Les Rois de Bavière et de Wurtemberg ayant refusé jusques à ce jour sous divers prétextes de restituer aux cantons suisses leurs propriétés et celles des communes et corporations civiles et religieuses séquestrées par l'Autriche dans les provinces possédées maintenant par ces princes en vertu du traité de Pressburg, le Landammann de la Suisse se voit obligé de demander par l'organe de M. l'E. E., que S. M. l'Empereur et Roi, qui déjà dans plusieurs circonstances solennnelles a couvert de son improbation les incamérations de l'Autriche, oblige enfin les Rois de Bavière et de Wurtemberg à réintégrer les propriétaires légitimes dans leurs biens. S. A. R. le Grand-Duc de Baden, voisin juste et ami bienveillant de la Suisse, y a consenti sans difficulté. La même règle d'équité, le même procédé de bon voisinage, doit être suivi par les Souverains de Bavière et de Wurtemberg et S. M. l'Empereur, protecteur des droits de son allié, daignera assurer elle-même le redressement d'un grief aussi fondé.

Les actes dont M. Mousson est porteur contiennent assez de développemens pour que M. l'E. E. puisse facile-

ment y trouver le texte de toutes les représentations que les circonstances pourraient permettre à cet égard.<sup>14)</sup>

D. Il serait intéressant de sonder l'opinion du Gouvernement français au sujet des possessions de la maison d'Autriche en Suisse.

La Baronie de Razüns, dont tant de mémoires précédens ont fait mention, est toujours administrée pour le compte de cette puissance; l'administration dépend particulièrement du ministre autrichien accrédité près de la Confédération.<sup>15)</sup>

De plus S. M. l'Empereur d'Autriche comme chef de sa maison et au nom de l'archiduc Antoine, successeur aux droits du grand-maître de l'ordre teutonique, réclame en vertu du § 8 de la paix de Pressbourg les comanderies situées en Suisse. Les articles du traité de paix qui réunit en principauté héréditaire en faveur d'un prince autrichien les biens de l'ordre et du grand-maître, non occupés à l'époque des ratifications; cet article doit-il étendre ses effets sur la Suisse? S. M. l'Empereur des Français ne consentirait-elle pas à employer son intervention pour mettre les cantons à couvert de ces recherches? Ou son intention serait-elle de laisser la Suisse aux hazards d'une négociation, dont les principes présentent tant d'incertitudes?<sup>16)</sup>

Telles sont les questions que M. l'E. E. doit présenter avec ménagemens en même temps qu'il cherchera encore une fois à faire sentir combien la cession de la Baronie de Razüns et sa réunion au canton des Grisons serait avantageuse sous les rapports les plus essentiels de politique et d'administration.

E. Si on peut prévoir qu'après la paix continentale, des négociations ne tarderont pas à être ouvertes avec l'Angleterre, la Suisse a un intérêt économique très-majeur qu'elle doit désirer d'assurer par le traité entre cette puissance et la France. C'est la reconnaissance et la conser-

vation des capitaux placés par les anciens cantons dans les fonds publics d'Angleterre, propriétés sur lesquelles repose toute la liquidation des dettes du Gouvernement Helvétique prescrite par l'acte de médiation. Il importe de rappeler à temps et de recommander instamment ces objets. M. l'E. E. voudra bien le faire de vive voix et par écrit dans le sens de la lettre du Landammann de la Suisse à S. M. l'Empereur du 29 Juillet 1806.<sup>17)</sup>

F. Les relations commerciales entre la France et la Suisse, qui après l'alliance de 1803 avaient dû être établies sans délai sous les conditions accordées aux nations les plus favorisées, n'existent plus que de nom, depuis les décrets de l'an 11, confirmés en l'an 12 et rendus plus rigoureux encore le 17 Pluviose an 13. Déjà plus d'une fois sur les instances des Landammans, S. M. et ses ministres ont promis de prendre cet objet en considération. La Suisse espère que le moment n'est plus éloigné, où grâces au soulagement qu'elle obtiendra de la bienveillance Impériale, ses manufactures et son industrie reprendront quelque activité. Le traité d'alliance en a consacré la promesse; les décrets de la Diète sur la prohibition des marchandises anglaises exécutés avec vigueur et maintenus avec persévérance, permettent d'y compter positivement. M. l'E. E. exprimera avec toute l'instance possible le vœu de voir une négociation commerciale s'ouvrir le plutôt possible. Si elle est agréée, le Landammann nommera des experts pour la conduire au nom de la Suisse. En attendant M. l'E. E. pourra, selon les circonstances, entrer dans quelques développemens sur le fond d'un tel traité, sur la position, les intérêts et les besoins de la Suisse, énoncés avec connaissance de cause et méthode dans les mémoires du 26 Septembre et du 22 Décembre 1803 et dans celui du 4 Mars 1805, dont M. Mousson a pris copie.<sup>18)</sup>

G. Une autre réclamation fondée sur la plus éclatante justice et qui semble pouvoir être présentée avec

quelque avantage dans le moment actuel a pour objet les séquestres et confiscations des biens des Grisons dans la Valteline. La Confédération prend le plus vif intérêt au sort de ces malheureux, dont les propriétés n'ont jamais pu, dans aucunes circonstances, devenir propriété légitime de l'Etat. S'il existe encore quelque espoir (et on doit le croire) de réparer au moins en partie le tort qu'on leur a fait souffrir, M. l'E. E. s'y employera avec tout le zèle que doit inspirer une aussi bonne cause. La restitution des biens non vendus fut en quelque sorte promise à Milan, à l'époque du couronnement du roi d'Italie qui ne pourrait mieux signaler ses dispositions bienveillantes envers la Confédération qu'en élévant cette tâche qui a déparé le Gouvernement de la République cisalpine. M. l'E. E. demandera que cette restitution s'effectue, il cherchera à intéresser particulièrement M. de Marescalci à l'affaire et pourra se prévaloir auprès de S. M. elle-même du décret Impérial qui tout récemment a accordé une restitution semblable aux comtes de Westerbourg et à la comtesse Sayn-Wittgenstein pour leurs biens non vendus, situés sur la rive gauche du Rhin.<sup>19)</sup>)

H. Réclamations des militaires pensionnés par la France et le Piémont. L'arrêté de la dernière Diète charge expressément le Landammann de la Suisse d'intervenir de la manière la plus pressante en faveur de cette classe nombreux de nos compatriotes aussi estimables qu'infortunés. Deux lettres à S. M. l'Empereur et un mémoire d'information, destiné à mettre au jour et faire valoir tous les droits que les anciennes capitulations, les lois françaises et les propres déclarations de S. M. donnent aux militaires suisses, retirés et licenciés se trouvent depuis la fin de Septembre 1806 dans les mains de M. le ministre de Maillardoz. Le départ presque simultané de S. M. pour l'armée n'a pas permis de faire usage de ces écrits. M. l'E. E. est chargé de les retirer et de faire au nom

du Landammann les démarches les plus convenables, afin d'obtenir les dispositions que le Landammann de la Suisse avait déjà sollicitées à cette époque en vertu de la note officielle de l'ambassadeur de France écrite de Chambéry le 18 Avril 1805.<sup>20)</sup>

I. M. l'E. E. s'employerá aussi afin de faire lever le séquestre mis illégalement par le préfet du Haut-Rhin sur les propriétés de Berne et de Soleure dans le ci-devant évêché de Basle.<sup>21)</sup>

K. A chaque occasion qui se présentera de parler de la levée des régimens suisses à la solde de France, il conviendra de le faire dans le sens indiqué par les mémoires adressés directement de la part du Landammann à S. M. M. l'E. E. donnerá des renseignemens sur le résultat du recrutement pendant les moys de Mai et de Juin. Il expliquerá la différence de leurs résultats d'avec les précédens par les travaux de la saison — et confirmerá l'espérance que sous peu de tems et sans efforts extraordinaires, contraires à l'esprit de la capitulation, ces régimens se trouveront au complet.<sup>22)</sup>

L. M. l'E. E. s'employerá en tant que possible afin d'obtenir que S. M. Impériale confère à M. de Maillardoz un employ militaire permanent, analogue à ses qualités personnelles et juste récompense des services qu'il a rendus.<sup>23)</sup>

Pour disposer d'autant mieux à accueillir ces diverses informations et demandes touchant les intérêts de la Suisse, le Landammann croit devoir adresser à S. M. une Lettre particulière. M. l'E. E., aussitôt qu'il aura obtenu audience, est chargé de la faire parvenir à S. M. par l'intermédiaire du Ministre des relations extérieures.

Plein de confiance dans le caractère de S. E. M. de Watteville et de M. le chancelier Mousson, il ne reste au Landammann de la Suisse rien à exprimer ici que le désir de recevoir fréquemment des Lettres de leur part.

Zurich, le 24 Juillet 1807.

Herr Mousson langte in Paris den 2. August an und stieg beim Hôtel de l'Empire rue Cerutti ab, wo er, zwar mit möglichster Sparsamkeit, dabei aber auf eine anständige Weise für Herrn von Wattenwyl die nothwendigen Einrichtungen, in Hinsicht auf Wohnung, Kutsche und Dienerschaft zu machen hatte. In einem solchen Augenblicke war der Preis aller dieser Gegenstände sehr hoch gestiegen und wuchs mit jedem Tag in gleichem Verhältniß, als sich die Anzahl der ankommenden Fürsten und Fremden von Auszeichnung vermehrte.

Wegen diesen und andern vorläufigen Einrichtungen konnte Herr Mousson den Zutritt bei dem Fürsten von Benevent, Minister der auswärtigen Angelegenheiten, erst den 6. August begehren, und ihm ward solcher den 8. in Begleitung des Hrn. von Maillardoz wirklich gestattet. Der Fürst nahm das Schreiben des Landammanns verbindlich auf, eröffnete aber dasselbe in ihrer Gegenwart nicht. Er sagte nur: „L'empereur verra avec plaisir M. de Watteville,” und fragte, ob er nicht vor dem 14. ankommen würde? Auf diesen Tag war das Friedensfest angesetzt, wo das diplomatische Corps, alle neu angekommenen Minister und angesehenen Fremden vor ihrer Majestät eine feierliche Audienz erhalten sollten.

Zwei Tage darauf, als Herr Mousson in Erfüllung seines weitern Auftrags durch den Herrn von Maillardoz eine besondere Audienz zur vorläufigen Eröffnung der besondern Angelegenheiten der Schweiz begehren wollte, geschah die Veränderung im Ministerium. Der Fürst von Benevent wurde nämlich unter dem Namen eines Vicegroßwahlherrn zum Großwürdeträger des Reichs gemacht und an dessen Stelle das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten dem Herrn von Champagny, bisherigen Verweser des Departements des Innern, anvertraut. Auf die gleiche Art kam nach Erhebung des Fürsten von Neuenburg zu der Großwürde eines Viceconntable das Ministerium des Kriegswesens in die Hände des Generals Clarke<sup>24)</sup>, vormaligen Gouverneurs von Berlin.

Herr von Wattenwyl fand sich in Paris den 13. August ein, sehr ermüdet von der Reise und von seiner Krankheit nicht gänzlich wieder hergestellt. Dennoch wurden alsogleich mit Hülfe des Herrn von Maillardoz einige Schritte vorgenommen, um zu dem Minister und durch ihn zu einer Audienz bei S. Maj. zu gelangen. Daß es vor dem 15. geschehen würde, durfte man in keinem Fall hoffen und zum Theil aus dem Grunde nicht, weil nach der ministeriellen Veränderung die Thüre S. Excellenz des Hrn. von Champagny mehrere Tage hindurch jedem Gesandten verschlossen blieb. So sehr Hr. von Wattenwyl diesen Umstand bedauern mußte, der ihm alle Hoffnung zu einiger Theilnahme an den bevorstehenden Feierlichkeiten benahm, so konnte er jedoch, um dem Charakter seiner Mission nicht zu nahe zu treten, unmöglich dem Vorschlag des Hrn. von Maillardoz, sich vorläufig in der Audienz am 14. als Fremder vorstellen zu lassen, beipflichten.

Die Friedensfestivitäten gingen am 15. vor sich. Nach der Audienz des diplomatischen Corps fuhren S. M., in dem großen Krönungswagen und mit aller kaiserlicher Pracht umgeben, nach unserer Lieben-Frauen-Kirche, wo ein feierliches Te Deum gesungen wurde. Der Tag verging unter vielfältigen Volksbelustigungen. Abends war Cercle bei Hof in Gala, Feuerwerk und allgemeine Beleuchtung.

Man sprach schon damals allgemein und mit vieler Zuverlässigkeit theils von wichtigen Veränderungen in der gesetzgebenden Gewalt, wobei das Tribunat ganz aufgehoben werden sollte, theils von der Errichtung neuer erblicher Auszeichnungen unter den Titeln von Herzogen, Grafen und Baronen des Reichs.

Den folgenden Morgen (16. August) eröffnete Herr von Wattenwyl seinen offiziellen Briefwechsel mit S. Excellenz dem Landammann. Abends um 5 Uhr erschien S. M. in feierlicher Sitzung bei dem gesetzgebenden Rath und hielt die merkwürdige Rede, wo der Schweiz (öffentliche zum ersten Mal) ihr Platz unter Frankreichs Bundesgenossen angewiesen wurde

durch folgende Stelle: « La France est unie aux peuples de l'Allemagne par les lois de la Confédération du Rhin, à ceux des Espagnes, de la Hollande, de la Suisse et des Italiens, par les lois de notre système fédératif. » Den folgenden Tag machten alle Zeitungen einen raijonnirenden Aufsatz über „religiöse Toleranz und Liberalität in den Regierungsgrundzügen“ bekannt.

Sobald einige Hoffnung vorhanden war, bei dem neuen Minister der auswärtigen Angelegenheiten den Zutritt zu erhalten, verfügten wir uns zu demselben, und der Besuch ward wirklich den 17. August, als dem ersten Tag, wo der Minister die fremden Gesandtschaften empfing, angenommen. Die Uebergabe des an denselben gerichteten Schreibens, die Mittheilung der Beglückwünschungs- und Beglaubigungs-Buschrift an S. Maj. und die inständige Bitte, durch Verwendung des Ministers eine Antrittsaudienz sobald als möglich zu erhalten, war der Zweck dieses Schritts. Herr von Champagny äußerte sich überhaupt auf eine sehr verbindliche und den Wünschen des außerordentlichen eidgenössischen Gesandten entsprechende Weise. . . . .

Die erste officielle Anzeige des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten, daß S. Maj. mit Vergnügen die Gesandtschaft aufnehmen werde, erhielten wir den 23. August. Durch die Ankunft der königlichen Prinzessin, Catharina von Württemberg, bestimmten Gemahlin des kaiserlichen Prinzen Jerome Napoleon, Königs von Westphalen, und durch die Vermählungsfeierlichkeiten, welche den Hof einige Tage beschäftigten, traten indessen abermals Bögerungen ein.

Am 24. fanden wir bei dem Fürsten von Benevent eine sehr ausserlesene Gesellschaft von fremden Fürsten, Großbeamten und auch Ihre Kaiserliche Hoheit den Prinzen Borghese. Der Herr des Hauses bezeugte die verbindlichste Aufmerksamkeit gegen Herrn von Wattenwyl, und fragte auch nach der Gesundheit des Herrn alt Schultheißen von Mülinen<sup>25)</sup>, als eines Mannes, dem er die größte Achtung gewidmet habe. Einige

nicht unwichtige Neußerungen des Fürsten in Betreff der politischen Lage der Schweiz überhaupt und ihrer Handelsverhältnisse mit Frankreich insbesondere, sind in dem Gesandtschaftsbericht vom 28. August enthalten.

Den folgenden Tag (28. August) wurden wir zur großen diplomatischen Tafel beim Minister der auswärtigen Angelegenheiten gezogen. Alle Gesandte der auswärtigen Mächte, mehrere französische Staatsminister, Reichsmarschälle, Großbeamten und die Fürsten von Neuenburg und von Benevent, Großwürdeträger, im Ganzen nahe an 80 Personen, waren gegenwärtig. Nach dem Mittagsmahl stellte uns Herr von Maillardoz den Mitgliedern des diplomatischen Corps vor, die, ohne Ausnahme, in achtungsvolle Neußerungen für die schweizerische Nation einstimmten, und das Glück derselben hochpriesen, daß sie nach Wiederherstellung ihrer Bundesverfassung wieder zur vollen Selbstständigkeit, zu einer bleibenden Ordnung im Staate habe gelangen können.

Endlich erfolgte die bestimmte Anzeige, daß S. M. ohne fernern Aufschub die sehnlich gewünschte Audienz gestatten würde. Den 29. August, um 9 Uhr Morgens, kam der Cremoniemeister, Herr von Seyssel, und lud im Namen des Großceremonienmeisters den Herrn von Wattenwyl ein, sich den folgenden Tag um halb eilf Uhr im Ballast zu St. Cloud einzufinden. Da die Fürsten allein, oder die Botschafter vom ersten Rang in drei Hofkutschchen abgeholt werden, so konnte Herr von Wattenwyl auf eine solche Auszeichnung keinen Anspruch machen, besonders da einige Augenblicke darauf eine schriftliche Einladung des Großceremonienmeisters den Zweck der Audienz näher auf die Überreichung des Creditivs bestimmt hatte. Aus dem nämlichen Grund war vorauszusehen, daß Herr Mousson, da ihm kein bestimmter diplomatischer Charakter verliehen worden, die Ehre dieser Audienz nicht würde mitgenießen können.

So fand sich endlich, nach einer sehnlichen Erwartung während mehr denn 14 Tagen, Herr von Wattenwyl im

Stande, dem ersten Auftrag S. Excellenz des Landammanns ein Genüge zu thun. Ein solcher Aufschub, so peinlich er auch für denjenigen sein kann, der sich dadurch zur gänzlichen Unthätigkeit verurtheilt sieht, ist doch im Grunde etwas sehr Gewöhnliches. Viele Gesandten, selbst Fürsten, wenn sie Wünsche und Begehren darzubringen hatten, mußten länger warten, als der eidgenössische Abgeordnete; und wir haben hier den außerordentlichen Großbotschafter einer großen Macht, der selbst den Herzogstitel führte, erst nach vier oder fünf Wochen den Zutritt bei Ihrer Maj. erhalten sehen.

Den 30. August langten wir in St. Cloud vor der bestimmten Stunde ein. Herr von Wattenwyl wurde in Particularaudienz aufgenommen, Herr Mousson nachher durch den Grossceremonienmeister dem Kaiser vorgestellt, wobei der Gesandte folgende Ansprache hielt :

Sire ! Le Landammann de la Suisse m'a confié l'honorable mission d'offrir à V. M. Impériale et Royale l'hommage respectueux de son admiration et ses félicitations les plus empressées au sujet de la paix de Tilsit à jamais mémorable, tant par les victoires éclatantes qui l'ont précédé, que par la modération sans exemple du Héros, qui l'a dictée.

Daignez, Sire, d'agréer avec bonté et avec cette bienveillance précieuse dont V. M. a encore en dernier lieu donné à la Suisse l'assurance la plus touchante, les sentimens de respect, d'attachement et de reconnaissance d'une nation brave et loyale, qui se glorifie des liens antiques qui l'unissent à la France, qui aime à devoir au plus grand des monarques le bonheur dont Elle jouit par les effets heureux de la médiation et la place honorable qu'elle occupe dès lors parmi les Etats souverains de l'Europe.

Sans doute le haut degré de puissance auquel le génie de V. M. et la bravoure de ses armées invincibles ont élevé la France, ôte à la Suisse toute occasion de rendre à ce grand Empire des services semblables à ceux

qui font une des plus belles parties de notre histoire. Mais j'ose affirmer que V. M. ne trouvera dans aucun de ses nombreux Alliés plus de fidélité et un dévouement plus sincère que celui que la nation suisse conservera toujours pour votre personne sacrée.

Puisse V. M. jouir dans le bien-être le plus constant pendant une longue suite d'années des fruits de sa gloire, des résultats heureux de ses vastes conceptions, de l'amour et de la prospérité de ses peuples.

Puisse aussi ma patrie conserver toujours l'appui et la protection dont l'a honorée jusqu'à ce jour son très-Auguste et très-Puissant Allié !

Tels sont, Sire, les vœux ardents de la Confédération Suisse et de son digne et respectable chef, dont j'ai l'honneur d'être l'organe.

C'est pour moi un bonheur vivement senti d'être appelé à les exprimer à un Monarque, auquel j'ai voué la plus profonde vénération.

Je prie V. M. d'accueillir les lettres dont je suis le porteur et de permettre que S. E. le Ministre des affaires étrangères lui présente M. Mousson, chancelier de la Confédération, qui m'a été adjoint comme Conseiller de Légation. Il est un des hommes les plus distingués de la Suisse, tant par ses talens que par son amour pour sa Patrie et les services qu'il lui rend journellement.

Napoleon antwortete folgendermaßen hierauf:

Je reçois avec plaisir l'expression des sentimens du Landammann et des cantons. J'ai été bien aisé de faire connaître les miens au Landammann et à la Diète. Ils sont toujours les mêmes et ne changeront point pour la Suisse. Je suis charmé que ce que nous avons fait pour elle, ait contribué à son bonheur et à sa tranquillité. Je maintiendrai toujours l'acte de médiation, et si les circonstances exigeaient quelques changemens, ce ne serait

jamais que de concert avec la Diète et à sa demande qu'ils auraient lieu, mais je ne prévois pas le cas: J'ai été très content du Décret de la Diète, qui défend aux autres puissances de recruter; il est conforme à l'honneur de la nation et empêchera que des personnes du même pays et de même famille soient exposées à se battre ensemble. J'ai aussi été charmé de voir le zèle que vous avez mis à la formation des régimens. On m'a dit que les cantons ont donné des primes.

*Moi.* Oui, Sire, les cantons et les communes ont fait de frais considérables.

Vos régimens se forment bien. Je vous prie d'inviter les cantons à les compléter bientôt; voici la saison, qui va devenir favorable pour cela. Combien y a-t-il? Dix mille hommes?

*Moi.* Il y a passé 13,000 hommes.

Ah! ah! mais on dit, qu'ils désertent un peu et particulièrement vos Bernois. Est-ce que les Suisses désertent? Je crois qu'ils sont quelquefois sujets au mal du pays.

*Moi.* Ces montagnards y sont très sujets avant d'être acclimatés.

Mais vous ne recevrez pas les déserteurs, vous avez des lois?

*Moi.* A la requisition des corps on les arrête. Il serait à désirer que l'on fut moins difficile aux dépôts pour l'acceptation des recrues.

Qu'est-ce qu'ils font donc? est-ce qu'on les refuse pour la taille?

*Moi.* Souvent, Sire, on les refuse à cause de la tournure.

Qui sera Landammann l'année prochaine?

*Moi.* M. Ruttimann, avoyer de Lucerne.

Alors l'Empereur fit une petite inclination de tête et me dit, qu'il serait toujours bien aise de donner à la Suisse des marques de son amitié.

L'Empereur m'ayant gracieusement congédié, je passai dans la grande galerie, qui était remplie de monde, sénateurs, généraux, ministres, grands-officiers de France, d'Italie, de Hollande et de Westphalie. Plusieurs princes étrangers attendaient l'Empereur à l'entrée de son appartement.

M. le chancelier Mousson s'y trouvait aussi et fut présenté par le Grand-Maître des cérémonies. S. M. parut le reconnaître avec plaisir et dit: « Ah, M. Mousson, je suis charmé de le voir. Eh bien ! la Suisse a fait beaucoup de bonne besogne cette année, il paraît que nous marchons du meilleur accord. » . . . . .

Sobald ein fremder Minister von Sr. Majestät den Kaiser durch Uebernahme seines Creditivs als solcher anerkannt ist, liegt ihm die Sorge ob, ebenfalls bei Ihrer Maj. der Kaiserin und allen Personen des kaiserlichen Hauses sich um die Ehre einer persönlichen Aufwartung zu bewerben. Nur dann darf er auch den Großdignitarien des Reichs und den Staatsministern officielle Besuche abstatten. Die Beilage Nr. 8 zeigt den von uns gegen die kaiserlichen Prinzen und Prinzessinnen beobachteten Weg an.

Da S. Hoheit, der Fürst Primas des Rheinischen Bundes<sup>26)</sup>, sich dermalen in Paris befanden, so war Hochdemselben der erste Besuch zugesagt. Die freundliche Herablassung dieses Fürsten, die Liebenswürdigkeit seines geistreichen und dabei herzlichen Gesprächs würden uns schon ganz eingenommen haben; die Art aber, wie er von der Schweiz sprach, als von einer Nation, die er ganz vorzüglich verehre und schätze, an deren Freundschaft ihm um so mehr gelegen sei, da er auf die nähern Bande mit einem Theil derselben den größten Werth setze, diese und andere schmeichelhafte Neußerungen thaten unserm Herzen noch besser.

Unter Anderm fragten S. Hoheit: „was für ein Schicksal die Malteser Güter in der Schweiz getroffen hätte?“<sup>27)</sup> Es befand sich nämlich in Paris ein Malteser Ritter, Graf von Guttenhofen genannt, dem sowohl der Primas, dessen Verwandter er ist, als die Erbgroßherzogin von Baden und selbst der Großherzog besonders wohl wollen. Man hatte die Absicht gehabt, denselben zur Erlangung das durch Hinscheid des letzten Johanniter Obristmeisters ledig gewordenen Commende Leuggern im Kanton Aargau zu empfehlen und der Fürst Primas versuchte es, die Sache einzuleiten. Hr. von Wattenwyl stellte aber vor: „daß eine Commende nur von dem unter „Vorsitz des Großprior versammelten Großkapitels des Ordens vergeben werden könne. In Folge der Säcularisation Heitersheims ab Seiten Badens bestehet das Großkapitel nicht mehr und hiemit hange keine Komthurei mehr von demselben ab. Der Großherzog von Baden habe dem Kanton Aargau nicht nur das Recht gegeben, sondern selben sogar in die Nothwendigkeit versetzt, auf die ledigen Commenden als auf ein wirkliches Staatsgut die Hand zu legen. Wollte man aber Gunstbezeigungen austheilen, so sei es billig, die Güter von Heitersheim vor Allem dazu zu verwenden.“

Auf diese Antwort sagte der Fürstprimas, indem er von fernern Empfehlungen nachließ: « En effet, cela paraîtrait « assez naturel, » und setzte hinzu: « au reste, à la demande « de la princesse Stephanie j'ai accordé au Comte Gutten- « hofen la survivance d'une commanderie à Francfort que « j'aurais pu séculariser. » Noch ein paar Mal suchte man in der Folge diesen Gegenstand gegen uns zu berühren, nämlich Herr von Guttenhofen selbst und der Baron Dalberg, Badenscher Minister in Paris. Wir sind aber fest überzeugt, man habe es sich nicht zugetraut, eine solche Zumuthung an die Bundesbehörden der Schweiz gelangen zu lassen. . . . .

Sonntag, den 6. Herbstmonat, empfing Ihre Kaiserl. Maj. das diplomatische Corps zu St. Cloud, wo Herr von Wattenwyl in Folge erhaltener schriftlicher Einladung sich ebenfalls

einfand. Ueber diese Audienz erstattete von Wattenwyl dem Landammann am 7. September folgenden Bericht:

Dimanche 6. c. S. M. a admis à son audience le corps diplomatique à 11 heures du matin. Elle s'est encore informée de la force actuelle de nos régimens et de ce qui leur manquait pour atteindre le complet. Mais elle paraissait surtout occupée en nous parlant de la désertion de nos soldats et de la crainte que l'on ne reprimât avec assez de vigueur ce délit. J'ignore si les rapports que S. M. paraît avoir reçu à ce sujet, sont fondés; mais en tout état de cause je jugerai très important que V. E. adressât une circulaire aux cantons pour leur faire sentir les inconvénients qui résulteraient d'un défaut de vigilance ou d'une tolérance culpable envers les déserteurs.

Après l'audience de l'Empereur nous fûmes présentés successivement au prince Jérôme, roi de Westphalie, à S. M. l'Impératrice, à la Reine et au Roi de Hollande. Ce dernier rappela en termes très-aimables les rapports de caractère et les liens d'estime et d'affection qui unirent de tout tems la Hollande et la Suisse. Il s'informa, si les militaires retirés de notre nation touchaient régulièrement leur pension. J'ai envoyé, dit-il, « un officier chargé de les voir, de prendre connaissance de leur situation. Je tiendrai religieusement les engagemens contractés par la République; et tout ce qui pourra perpétuer entre mes Etats et la Suisse l'amitié la plus étroite et la plus sincère me sera agréable. »

S. M. l'Impératrice, qui charme tout le monde par ses grâces et sa bonté, daigna me dire aussi sur notre pays les choses du monde les plus obligantes: « c'est une « si belle nature et c'est un peuple si bon, si estimable! « Je les ai vu, il y a bien longtems, mais j'en conserverai « toujours le souvenir: rien n'est plus intéressant que la « Suisse. Aussi l'Empereur témoigna-t-il en toute occasion » le cas particulier qu'il fait de cette brave nation, l'at-

« tachement qu'il lui porte et sa satisfaction de la voir  
« heureuse. Vous pouvez compter entièrement sur ces  
« sentimens de l'Empereur. Je désirerais être à même  
« de vous prouver combien moi-même j'estime et j'aime  
« votre pays, vos mœurs, votre fidélité et votre caractère.  
« Il m'est toujous bien agréable de recevoir des envoyés  
« de la Suisse et d'entendre de leur bouche les sentimens  
« que vous venez de m'exprimer. » Telles furent à peu  
près les paroles de S. M., prononcées non de suite, mais  
en dialogue, S. M. ayant pris d'abord la parole, ensorte  
que je pus à peine placer quelques phrases d'hommage  
et de respect.

Den 7. Herbstmonat wurden wir von der Königin von Neapel und der Erbgroßherzogin von Baden, Stephanie Napoleon, den 8. von dem Erzherzog von Baden und Thron R. H. der Prinzessin Jérôme Napoleon, Königin von Westphalen, empfangen. Damit ward auch der Kreis der förmlichen Audienzen, die jedem neuankommenden Gesandten obliegen, geschlossen, und nunmehr konnte Hr. von Wattenwyl seine ganze Aufmerksamkeit auf die verschiedenen, seiner eifrigsten Verwendung empfohlenen Angelegenheiten richten.

Schon den 7. hatte derselbe den Anlaß benutzt, eine Person, welche nicht nur ganz mit dem Geist der innern Verwaltung des Reichs bekannt sein sollte, sondern selbst eine wichtige Stelle bekleidete, im Vertrauen zu befragen, „ob in Hinsicht auf unsere Handelsverhältnisse mit Frankreich einige Erleichterung zu hoffen sei?“ Die Antwort war nicht geeignet, allen Mut zu weitern officiellen Schritten zu benehmen. Man schien nämlich zu glauben, daß, falls überzeugend bewiesen würde, Frankreich selbst, sowohl die Regierung in Hinsicht auf den Mauthertrag, als der Handelsstand überhaupt, und die Partikularen haben ihr eigenes Interesse durch die strengen Verbotgesetze gemäßkennt und aufgeopfert, die Schweiz alsdann wahrscheinlich keine entschiedene Abneigung zu bekämpfen hätte. An feinen Baumwollenzeugen leide Frankreich wegen Unzu-

Länglichkeit der inländischen Fabrikation besonders empfindlichen Mangel. Um etwas hierin zu Gunsten der schweizerischen Betriebsamkeit zu erhalten, müsse man freiwillig das Begehrum Erleichterung der Einfuhr mit dem Anerbieten einer Abgabe begleiten, die dem öffentlichen Schatz bedeutenden Gewinn und den französischen Fabriken den Mittabsatz für ihre Erzeugnisse möglich machen oder gar den Vorzug sichern würde." Solches war ungefähr der Erfolg dieser ersten Einfrage, wobei Herr von Wattenwyl indessen abermals die Bestätigung erhielt, daß das Prohibitionssystem überhaupt des Kaisers eigenster Gedanke sei, gegen den bisher alle Bitten und Vorstellungen, selbst ministerielle Gutachten, gescheitert waren.

Am 8. September hatte Hr. von Wattenwyl eine Conferenz mit Hrn. Aldini<sup>28)</sup>, Minister Staatssecretär des Königreichs Italien, einem, wie man allgemein versichert, in den Angelegenheiten des dortigen Reichs sehr bedeutenden Mann, zugesagt. Außer den allgemeinen gegenseitigen Zusicherungen drehte sich die Unterredung um zwei Gegenstände herum, nämlich a) die Erleichterung der Einfuhr unserer Schweizerfabrikate durch Abänderung des königlichen Dekrets vom 10. Brachmonat 1806, und b) die Zurückgabe des so widerrechtlich im Weltlin confisirten Bündnerischen Privateigenthums.

Die königliche Regierung zu Mailand, welche die Bedürfnisse des italienischen Volks lebhaft fühlt und auch die bei S. Maj. in Paris residirenden Staatsminister, theilen unsere Wünsche rücksichtlich des ersten Gegenstandes gänzlich, und würden auf die Erleichterung des freien Handels mit der Schweiz einen großen Werth legen. Der ungünstige Wille des Kaisers allein blieb bis dahin unerschütterlich, ein Wille, der sich weniger durch die Sorgfalt des Königs für das Wohl seiner italienischen Staaten (da dort keine Manufacturwaaren von fremder Concurrenz zu bewahren sind) als einerseits durch den Wunsch, französische Industrie selbst auf Unkosten Italiens, das unzureichende Producte gezwungen und gegen

den vierfachen Werth empfangen muß, zu begünstigen, anderseits durch die Beharrlichkeit allgemeiner politischer Ansichten, unter denen sich die Völker heugen sollen, hinlänglich erklären läßt.

Was Graubündnerische Güter anbetrifft, so darf sich die Schweiz weder von der Regierung zu Mailand und noch weniger von dem Herrn Staatssecretär Aldini gute Dienste versprechen. Zwar widersprach derselbe der Gerechtigkeit des Ansuchens nicht geradezu, aber er gestund sie mehr stillschweigend als ausdrücklich ein, und schützte sogleich vor, wie schwer es halten würde, von einer Verfügung zurückzukommen, die ehemals von dem Kaiser als Oberanführer der französischen Armeen in Italien, wo nicht veranlassen, doch wenigstens bestätigt worden, infolge der Zeit in das System der allgemeinen Landesverwaltung geflossen und nunmehr als eine gesetzliche Basis des öffentlichen und Privateigenthums anzusehen ist. Diese Bemerkungen und der Ton des Ministers überzeugten uns schon im Vorauß von der Nothwendigkeit, das Begehren selbst auf den bescheidenen Punkt zurückzuführen, den S. Maj. selbst gegen die eidgenössische Gesandtschaft in Chambéry aufstellten, nämlich die Zurückerstattung der von der italienischen Regierung noch nicht veräußerten Güter.

Am 10. Sept. hatte Herr von Wattenwyl eine Unterredung mit dem französischen Minister des Auswärtigen, Hrn. von Champaigny, über welche er dem Landammann folgendes berichtete:

Les objets que j'ai exposés succinctement au Ministre dans le sens indiqué par mes instructions sont les suivants :

1. Reconnaissance de l'indépendance et de la Constitution de la Suisse dans le prochain traité de paix avec l'Angleterre et restitution par cette Puissance des capitaux provenans des anciens cantons et voués par la Médiation à l'extinction de la dette Nationale. Le Ministre demanda, si les intérêts n'étaient pas payés? Sur ma réponse négative et l'explication que je lui donnai des dispositions

de la Constitution à l'égard de ces capitaux, le Ministre parut croire que l'Empereur ne rejeterait pas cette demande.

2. En sollicitant l'intervention de la France auprès des cours de Bavière et de Wurtemberg, afin de faire restituer à la Suisse les biens mis sous séquestre dans les Etats de l'Autriche antérieure. Je rappelai au Ministre que déjà il avait voué à cette affaire des soins particuliers pendant son ambassade à Vienne. Il répondit qu'il n'en avait point perdu le souvenir, que les ordres de sa Cour et son inclination particulière l'avaient porté à ces démarches et qu'il s'empresserait également de présenter à S. M. nos nouvelles réclamations.

3. J'exposai les questions relatives à la baronie de Rätzüns et aux biens de l'ordre Teutonique en Suisse, de la même manière que mes instructions en font mention, en disant simplement qu'il importait beaucoup à la Suisse de connaître l'opinion de S. M. à cet égard. Le Ministre en se réservant de lui soumettre ma note, ajouta qu'au premier apperçu il ne concevait pas comment l'on pourrait éléver un doute; à quel but l'on demandait l'intervention du Gouvernement français « que la Baronie de Rätzüns étant propriété de l'Autriche, si la Suisse désirait l'acquérir c'était à Vienne qu'il fallait s'adresser; qu'au sujet des biens de l'ordre Teutonique, l'article 8 du traité de Pressbourg les avait réellement donnés non pas à l'Empereur, mais à l'archiduc Antoine, comme successeur aux droits du Grand-Maître et de l'ordre. » Telles furent, si je ne me trompe, les expressions du Ministre.

4. Quant au séquestre mis par le préfet du Haut-Rhin sur les propriétés de Berne et de Soleure, je m'aperçus que le Ministre n'en avait aucune connaissance. Il sera donc nécessaire d'exposer la chose avec plus d'étenue que je n'ai désiré d'en donner aux notes jugées nécessaires pour remplir les intentions de V. E.

5. Sur mon information préalable au sujet des pensions militaires non liquidées ou mal payées, le Ministre me dit qu'il recevrait mes notes, mais que je ferais bien d'informer aussi le Ministre de la guerre. J'y étais déterminé d'avance et surtout à m'appuyer autant que possible du prince de Neuchâtel, qui en sa qualité de Connétable a toujours vocation de s'intéresser aux soldats et à tout ce qui concerne le Département de la guerre.

6. Enfin j'entretins succinctement le Ministre de la détresse, où notre commerce et notre industrie se trouvaient réduits par les lois prohibitives de la France et de l'intention où j'étais de solliciter de la générosité de l'Empereur quelqu'allégement à ces lois rigoureuses. Je démontrai l'impossibilité où nous étions de solder notre balance commerciale avec de l'argent et même de payer dans cinq ou six ans à la France les sels, vins, draps, huiles, fers et autres objets que nous tirions d'elle, si elle ne nous permet d'exporter nos productions manufacturières. Je comprends, ajoutai-je, que la protection due à l'industrie française rejette ici toute idée de liberté absolue, mais l'introduction, sauf des droits d'entrée raisonnables serait à la fois un encouragement pour les manufacturiers dans l'intérieur, une source considérable de revenus pour le fisc, un moyen d'empêcher tout commerce illicite et la Suisse bénirait comme un bienfait cette mesure, dont la France retirerait tant d'avantages. Le Ministre eut d'abord à la bouche le mot de *marchandises anglaises*, «*elles nous viennent avec les marchandises suisses et nous n'en voulons absolument pas; tant le système commercial de l'Angle-terre est en contradiction avec le nôtre.*» Je parlai des prohibitions ordonnées par la Diète, de celles effectuées au nord de l'Allemagne, en Hollande, en Pologne, de la garantie, qu'elles offraient contre l'introduction des marchandises anglaises, enfin de notre disposition à rassurer la France sur ce point par des précautions plus sévères

encore. Le Ministre dit: « *Il n'existe point de système défavorable contre la Suisse en particulier. Le Gouvernement français protège l'industrie et le commerce français par des lois générales; elles frappent également votre pays et les autres Etats. L'intérêt de la France ne peut être sacrifié. Si la Suisse souffre, nous en sommes fâchés, mais nous devons voir avant tout la France. Nos manufactures en tissus en coton ont pris depuis quelques années, grâce à ces mêmes lois (de l'an 12 et de 1806), contre lesquelles vous réclamez, un développement qui prouve incontestablement la bonté du système. Je puis en parler parce que cela tient au ministère que je viens de quitter, et si j'étais dans le cas d'ouvrir encore à S. M. un avis sur cet objet, je lui conseillerais très-positivement d'écartier toute demande en faveur de l'introduction étrangère.* » Ayant observé au Ministre que dans les articles fins et blancs comme percales, cambricks et surtout quant aux mousselines, la France était loin de suffire à sa consommation. « *Vous êtes dans l'erreur* », repliqua-t-il, « nous fabriquons aussi des tissus fins, des mousselines, nous nous passons absolument de l'industrie étrangère pour tous les articles de coton, excepté le coton filé que nous recevons encore comme matière première. » Enfin le Ministre ajouta: « *le sel est le seul article que vous soyez obligés de prendre à la France, vous en avez besoin et ne le payez pas plus cher qu'ailleurs. Quant aux autres importations, elles sont volontaires de votre part. Cherchez pour les payer à vous ouvrir des débouchés d'un autre côté, en Allemagne, par exemple. Nous sommes bien éloignés d'y mettre obstacle, nous le verrons même avec plaisir. Quant à la France, je suis fâché de ne pouvoir vous donner d'espérance; toutefois c'est un objet dont vous parlerez à l'Empereur et je lui remettrai fidèlement vos notes.* »

Telle est, Monsieur le Landammann, la réponse, qui m'a été faite sur cet objet important. Elle m'a trop

péniblement affecté pour que je n'en aye pas rendu exactement le sens et même les paroles. Je n'attends rien sur cet objet, mais je n'en ferai pas moins mes démarches ; en m'abstenant de tous les raisonnements par lesquelles jusqu'ici nous avons cherché à convaincre. Je montrerai la misère de la Suisse et j'en appellerai à la générosité de l'Empereur.

Quant à l'article des frontières, comme il me paraît très-délicat, d'un succès difficile et fait pour être présenté immédiatement à S. M., j'attendrai l'audience que le Ministre m'a fait espérer et ne me déterminerai qu'après à remettre une note.

Den 10. Herbstmonat, um 5 Uhr, hörte der italienische Minister den Eröffnungen des Herrn von Wattenwyl mit vieler und ausgezeichnete wohlwollender Aufmerksamkeit zu. Seine Neußerungen über die Handelsverhältnisse waren mit jenen des Hrn. Aldini ziemlich übereinstimmend : „die einzige, aber leider noch entfernte Hoffnung einer milden Berücksichtigung unserer Bedürfnisse besteht durch eine gegenseitige Handelsverkettung, um sich fester an Frankreich zu knüpfen. Darin liege die möglichste Gewährleistung, diese große politische Schöpfung unabhängig von jedem künftigen Einfluß Englands zu erhalten. Bereits habe Bayern zur Unterhandlung eines Commerztractats mit Italien Anträge gemacht, die in nähere Berathung gezogen werden sollen. Nach dem zwischen beiden Regierungen bestehenden freundschäftlichen und verwandtschaftlichen Verhältniß würde der Kaiser und König gewiß sich bewogen fühlen, dem bayerischen Handel alle Begünstigungen einzuräumen, die theils mit dem Vortheil seiner eigenen Staaten, theils mit den Hauptgrundlagen seiner Politik sich würden vertragen können. Aber vor Allem aus sei es um die endliche vertragsmäßige Berichtigung der Commercialverhältnisse zwischen Frankreich und dem Königreich Italien zu thun. Diese Unterhandlung habe man schon vor einiger Zeit eingeleitet. Berichte, bestimmte Vorschläge,

„überhaupt alle nöthigen Vorarbeiten liegen bereit da; nur „das Jawort des Kaisers fehle und erst mit demselben werde „den andern Staaten, die in bessere Handelsverhältnisse mit „Italien zu treten wünschen, das Zeichen gegeben werden, daß „sie den Antrag zu einer Unterhandlung machen können“, so drückte sich ungefähr der Minister über den ersten Gegenstand aus.

In Betreff der bündnerischen Güter im Beltlin waren seine Antworten, wenn nicht viel trostreicher, doch innerlich wohlwollender als jene des Staatssecretärs Aldini. Die geschehene Unbill, die Gerechtigkeit der Forderung wurden von ihm offenherzig anerkannt. Bereits mehrere Male zeugten seine Vorträge an den Kaiser und König, sowie die einleitenden Maßregeln, die er in Mailand zu treffen suchte, von dieser Überzeugung; auch jetzt erklärte er sich bereit, seine beste Verwendung zum Vortheil der unglücklichen Graubündner eintreten zu lassen und gleichzeitig mit einem Berichte an den Kaiser sich in Mailand um Unterstützung desselben umzusehen. Dieses aber nur insoweit, als von den wirklich noch unter dem Beschlag liegenden Gütern die Rede sein würde. Weiter zu gehen verbieten ihm die eigenen Entschlüsse des Kaisers und Königs.

Nachdem auf diese Weise alle Geschäfte, womit sich der eidgenössische Abgeordnete befassen sollte, bei den einschlagenden Ministerien in mündlichem Vortrage vorläufig erörtert worden, folgte nun die sorgfältige Ausarbeitung derselben mittels diplomatischer Noten den 11., 12., 13., 14., 15., 16., 17. und 18. Herbstmonat. Dieser Arbeit widmete Herr von Wattenwyl alle Stunden, die nicht von unausschöblichen förmlichkeitsvisiten oder nicht abzulehnenden Einladungen, deren mehrere in dieser Zeit vorfielen, hinweggenommen wurden.

Über eine Audienz beim Minister von Champagny, den 19. September, erstattete Hr. von Wattenwyl folgenden Bericht an den Landammann:

. . . . . Relativement au commerce, il me fit la question *si nous demandions l'introduction de nos étoffes ?* Je répondis, « que nous nous bornions à solliciter ce que « S. M. pourrait accorder sans préjudice aux intérêts de la « France, que comme les manufactures françaises ne suf- « fisaien point encore aux besoins de la consommation « surtout quant aux articles fins, nous espérions qu'au « moins à cet égard et temporairement il nous serait ac- « cordé quelque soulagement. » Le Ministre répliqua : « *Je vous ai déjà fait connaître mon opinion à cet égard ; il me paraît très-difficile d'obtenir quelque chose pour vous ; et si je devais parler encore comme Ministre de l'intérieur, je devrais vous être contraire, comme Ministre des affaires étrangères je présenterai vos demandes à S. M. et attendrai sa décision.* »

Touchant les séquestrés dans le département du Haut-Rhin, dont je représentai la levée comme urgente à raison des récoltes prochaines, le Ministre promit de prendre incessamment des renseignemens au Département des finances. Il s'entendra également avec le Ministre de la guerre pour l'affaire des pensions militaires et m'a engagé d'informer ce Ministre, ce que je vais faire, s'il est possible, dès demain.

Quant aux incamérations, M. de Champagny après quelques questions sur les faits antérieurs et sur l'état actuel des choses observa, « qu'en général S. M. aimait à « intervenir le moins possible dans les différens de cette « nature ; qu'elle laissait s'arranger entre eux les princes et « seigneurs allemands, qui avaient à régler des intérêts « de frontières, d'enclavemens ou même de simple propriété, « que cependant, si cette affaire présentait des circonstances « particulières, S. M. y donnerait peut-être quelque at- « tention et que lui (M. de Champagny) s'y employerait « volontiers. »

Le Ministre me demanda s'il existait un séquestre sur les biens de l'ordre Teutonique ? Je répondis que le

Gouvernement de Lucerne avait pris en effet une telle mesure, mais que la Diète ne l'avait pas approuvée; et qu'il importait beaucoup à l'autorité fédérale de savoir, si dans l'opinion du Gouvernement français l'article 8 du traité de Pressbourg était applicable aux biens de l'ordre en Suisse. « *Ainsi donc il a été mis en séquestre?* » repliqua le Ministre, puis il ajouta de suite, « quant à la baronie de Rätzüns, c'est à ce qu'il me semble un intérêt absolument local, à régler par négociation entre l'Autriche et vous. Si vous désirez d'entrer en arrangement avec M. de Metternich à cet égard, je vous aiderais volontiers de mes bons offices. » J'observai que bien que cette terre fut de peu d'importance sous le rapport économique, toutefois comme il serait difficile au canton des Grisons de payer le haut prix que l'Autriche en demanderait, je n'étais point autorisé à acheter, mais bien à demander que la France, en cas d'ultérieurs arrangements avec l'Autriche, daignât avoir égard aux convenances politiques et locales qui sollicitaient la réunion de Rhäzüns aux domaines de l'Etat dans le pays des Grisons.

La dernière observation du Ministre concerna les fonds anglais, « c'est, dit-il, une demande éventuelle à prendre en considération à l'époque de la paix. J'ai lieu de croire que cet objet ne sera pas oublié, mais le moment n'est pas venu de faire quelque démarche. »

Je rappellai enfin, que j'avais sollicité (par note du 8.) une audience particulière de S. M., pour recommander à ses bontés les divers objets que je venais d'exposer par écrit. La réponse de M. de Champagny fut courte et précise. « J'ai remis votre demande à l'Empereur qui l'a reçue avec intérêt; toutefois S. M. m'a fait observation et je dois vous en instruire, que dans les affaires purement diplomatiques l'Empereur désire que la Suisse suive la marche ordinaire en s'adressant au Ministère, ainsi que le font la Hollande, l'Italie et les autres pays alliés. »

J'assurai M. de Champagny que je n'avais nullement le désir de m'écartier de la route régulière et que ma confiance dans ses bontés était sans bornes; que du reste ayant eu l'honneur de présenter à S. M. l'hommage des respects de la Suisse, ma mission se trouvait remplie et qu'il ne me restait qu'à solliciter mon audience de congé. Le Ministre me dit que sans doute elle me serait accordée. J'ajoutai que je lui en adresserais la demande par écrit, et que dans le cas où les réponses aux notes que je venais de lui remettre, ne pourraient être données de suite, je le prierais de vouloir bien les faire parvenir à V. E., soit directement, soit par le canal de notre légation ordinaire à Paris.

J'espère que V. E. approuvera mon dessein de terminer cette mission le plus promptement possible. La réserve du Ministre ne me laisse aucun moyen de faire d'autres démarches. Toutefois, en prenant congé, je réitirerai à S. M. la prière d'accorder une attention favorable à nos sollicitations.

Dans deux jours je présenterai une information touchant l'affaire de Munchwyler et Clavaleyres<sup>29)</sup>, en me bornant absolument à défendre la compétence de la Diète sous le point de vue constitutionnel. Je recommanderai encore par écrit les intérêts du canton de Schaffhouse relativement aux frontières, parce que je sais que le Grand-Duché de Baden demande d'acquérir une partie du Landgraviat de Nellembourg. M. de Champagny m'a dit, que Wurtemberg défendait son territoire, mais que S. M. n'avait point encore fait connaître sa pensée, ni chargé le Ministère de s'occuper de cette affaire. . . . .

Der Sonntag, am 20. Herbstmonat, war abermals ganz mit Hoffeierlichkeiten erfüllt. Um 11 Uhr empfing der Kaiser das diplomatische Corps auf den Tuilleries und unterhielt sich sehr huldreich mit Hrn. von Wattenwyl über die Lage der Schweiz. Er fragte nach dem Ertrag der diesjährigen Erndte?

nach dem Verhältniß der einheimischen Lebensprodukte mit der Bevölkerung? ob von den alten Parteiungen im St. Zürich keine Spur mehr sei? und würdigte auch bei diesem Anlaß die Festigkeit, den Biedersinn des Hrn. Landammanns von Reinhard eines besondern Lobes. Abends wohnten wir einem prächtigen Fest bei, das von der Großherzogin von Berg in ihrem Palast und in dem herrlichen Garten, der an denselben stößt, bei sehr schöner Nacht zu Ehren der Königin von Westphalen gegeben wurde. Der Kaiser, die Kaiserin, alle mit denselben verwandten Prinzen und Prinzessinen, hohe Personen vom Hof oder Fremde, im Ganzen über tausend Personen beider Geschlechter, in großer Galla, nahmen daran Theil. Wir brachten wohl eine Stunde in freundschaftlichem Gespräch mit Hrn. Senator Demeunier zu, der uns über die schweizerischen Angelegenheiten mit aller nur möglichen Umständlichkeit befragte.<sup>30)</sup> Auch dem Reichsmarschall Lannes ließen wir uns vorstellen und hatten das Vergnügen, aus dessen Munde viel Schmeichelhaftes über die brave Schweizernation und die ihm durch die Ernennung als Generaloberst unserer Regimenter erwiesene Auszeichnung zu hören.<sup>31)</sup>

Den 21. September begab sich der Hof nach Fontainebleau zum Herbstaufenthalt. Beim Diner in einem Privathause, wo Hr. von Wattenwyl mit dem Minister Staatssecretär Aldini eine Zusammenkunft eingerichtet hatte, gab letzterer die Zusicherung, daß auch Er zur billigen Berücksichtigung unserer Handelsverhältnisse mit dem Königreich Italien gern beitragen würde. Im Lauf dieser Unterredung ward auch, gemäß den vor wenigen Tagen eingelangten Aufträgen S. E. des Landammanns, der Gedanke auf die Bahn gebracht, ob auf den Fall, daß eine wesentliche Abänderung des oft erwähnten Königl. Ital. Dekrets vom 10. Juni 1806 als unzulässig erklärt würde, man nicht wenigstens für die schweizerischen Industrieprodukte auf der Messe zu Bolzano einige Befreiungen und Begünstigungen, sowie auch die Errichtung neuer Messen zu Verona und Mailand, welche den Schweizer Handelsleuten

unter sehr mäßigen Gebühren offen stehen würden, erhalten könnte?

Den 22. Herbstmonat glaubte Hr. von Wattenwyl mit einem officiellen Schritt in der Angelegenheit von Münchwyl und Clavaleyres nicht länger zögern, denselben aber einzig und allein auf die Handhabung der Rechte der verfassungsmäßigen Bundesgewalten und der freien Behandlung dieser Streitigkeit beschränken zu sollen. Bei der nicht mehr entfernten Beendigung seiner Sendung befürchtete nämlich Hr. von Wattenwyl nicht ohne Grund, daß durch gänzliches Schweigen des eidgenössischen Abgeordneten jener vom Hrn. Minister Champagny angezeigte bedauerliche Schritt des Hrn. alt Landammanns d'Affry vielleicht einige Wichtigkeit gewinnen möchte. Auch hielt er sich um so mehr des Beifalls S. E. des Landammanns versichert, als seit dem 8. Herbstmonat, wo die Sache zuerst einberichtet wurde, S. E., falls Sie entgegengesetzte Ansichten gehabt hätten, den Gesandten gewiß allzogleich davon unterrichtet haben würden.

Neben die weitern Schritte des schweizerischen außerdentlichen Gesandten gibt folgender Bericht desselben vom 26. September an den Landammann Kenntniß:

De tous les objets, qui m'ont été recommandés par V. E., le plus important me paraît la régularisation de nos relations commerciales avec la France et l'Italie. Les notes, qui sont dans les mains de V. E. lui prouveront que je mis un soin particulier à présenter notre position sous son vrai jour, en même tems que je me suis efforcé de faire comprendre que l'avantage économique et même politique de la France sollicitaient quelque adoucissement aux prohibitions existantes. Plus d'une démarche indirecte a eu lieu, afin d'éclairer autant que possible l'opinion du Gouvernement en notre faveur. Le 23, le Ministre de l'Intérieur, M. Crétet<sup>32)</sup>, m'a accordé un entretien, bien qu'il ne se soit énoncé d'une manière positive sur aucun point. Je crois cependant pouvoir dire qu'il n'existe chez ce

Ministre aucune conviction fixe, aucun système formé, qui nous soit défavorable. Il s'est plaint du tort affreux que la contrebande anglaise causait à la France; il paraissait ne pas repousser l'idée de servir la France et nuire à l'Angleterre en accordant quelque soulagement aux Etats alliés dont l'industrie rivalise avec celle de ce dernier pays. Enfin il m'a promis d'examiner le mémoire remis au Ministre des relations extérieures et d'accorder dans son préavis à la Suisse tout ce qui serait compatible avec les intérêts de l'empire français. Ensuite de cet entretien dès le 24 j'ai fait remettre au Ministre par M. Dégerando, secrétaire général, copie du mémoire que V. E. connaît, en répétant, que si l'on ne pouvait nous accorder de faveur illimitée quant au tems et quant aux choses, une faveur temporaire et restreinte aux articles que la France établit le moins serait encore pour la Suisse un très-grand bienfait.<sup>33)</sup>

Quant au commerce avec l'Italie, j'ai, comme V. E. s'en est apperçue, par mes précédentes dépêches la conviction que le Ministère envisage les intérêts du Royaume comme liés de très-près avec les nôtres et se montrera disposé d'accueillir toute demande qui ne heurtera pas la volonté bien prononcée de S. M. La note remise le 14 à M. de Marescalchi me paraît, quant à l'objet pressant de nos demandes, parfaitement d'accord avec les vues présentées dans le préavis de la Chambre de commerce de Zürich. Cette dernière a envisagé l'ensemble de nos relations mercantiles. Lorsqu'il sera question de négocier un traité de commerce il faudra sans doute partir de ce point de vue, mais nous n'en sommes pas encore là. Il faut auparavant que le Ministre, ainsi qu'on m'en a donné l'espérance, répond en témoignant le désir de voir s'ouvrir une négociation régulière sur cette proposition. V. E. écrira aux cantons, et lorsque ces derniers auront agréé la négociation, alors seulement la Suisse pourra charger de ses

intérêts des négociateurs ad hoc, plus versés que je ne le suis dans cette partie essentielle de l'Administration publique.

L'observation de V. E. au sujet de la traduction italienne des mots *toiles teintes et peintes* a été prévenue par ma note verbale. Je dois ajouter sur ce point que M. d'Aldini, avec lequel j'ai diné en maison tierce le 21, m'a assuré qu'il n'existaient point d'arrêté postérieur à celui du 10 Juin, par lequel le sens de ces deux mots eut été fixée d'une manière défavorable, ainsi que l'avait dit M. de Marescalchi.

Aux instances répétées à M. d'Aldini dans cette occasion afin de l'engager, soit à exposer avec vérité à S. M. le bien qui résulterait pour l'Italie même, ses finances et son peuple d'une plus grande libéralité dans les relations commerciales avec la Suisse, soit à employer ses bons offices pour me faire obtenir une prompte réponse, j'ai ajouté quelques mots sur les priviléges, qu'on pourrait accorder à certaines villes pour les foires. M. d'Aldini me dit, qu'il avait eu la même idée depuis longtemps; que certainement de priviléges de cette espèce seraient utiles au Royaume en général et surtout aux villes qui les désiraient ardemment; qu'en particulier il y aurait un très-grand avantage à favoriser sous ce rapport *Como* et *Verône*; mais que le Ministre des finances d'Italie avait toujours repoussé cette idée; qu'une demande directe sur cet objet adressé par le Gouvernement suisse trouverait chez ce Ministre beaucoup de contradiction et demeurera probablement sans effet. Que la meilleure marche à suivre serait d'en faire présenter la demande par les villes elles-mêmes; ce qui s'obtiendrait facilement, si les commerçants suisses faisaient agir leurs correspondances dans ce but.

Je laisse à V. E. de faire de cet avis l'usage convenable, je crois devoir en attendant m'abstenir de toute démarche officielle à cet égard. . . .

Quant à l'affaire des frontières je remettrai, puisque V. E. le veut, une note à ce sujet, mais bien moins pour demander positivement la cession des villages que Schaffhouse désire et de la ville de Constance, qu'afin de solliciter les bons offices de la France auprès des princes voisins dans le cas d'arrangemens futurs, qui auraient lieu sous la médiation de S. M. D'après la manière dont S. E. M. de Champagny s'est exprimé au sujet des incamérations et de Rätzüns, je suis convaincu qu'une demande plus expresse n'attirait d'autre réponse que l'invitation de s'entendre avec ces Princes eux-mêmes pour acheter ou échanger les objets que nous désirons.

Am Abend vom 27. Herbstmonat erhielt Hr. v. Wattenwyl eine officielle Antwort des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten, worin alle eröffneten Gegenstände mit mehr oder weniger Worten berührt, einige beseitigt, andere endlich als einer weitern wohlwollenden Berathung vorbehalten, nur vorläufig gewürdiget waren. Sie lautet also :

Monsieur. Les différentes notes que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser du 17 au 22 Septembre, ont été mises sous les yeux de S. M. Je m'empresse de vous faire part sur chacune de ces affaires des dispositions qu'Elle m'a exprimées.

L'Empereur verra avec plaisir rentrer la Suisse en jouissance des fonds qu'elle avait placé en Angleterre et qui sont destinés à l'extinction de sa dette. Il est disposé à l'aider de ses bons offices et lorsqu'il s'ouvrira des négociations avec l'Angleterre, j'aurai l'honneur de remettre la demande de la Suisse sous les yeux de S. M.

Son opinion sur les incamérations que l'Autriche avait faites et contre lesquelles Votre Gouvernement réclame, a été depuis longtemps exprimée d'une manière positive; mais cette affaire ne peut devenir une occasion de brouilleries et comme il n'y a aucun tribunal qui puisse prononcer entre des puissances indépendantes, l'Empereur ne

peut qu'indiquer ce qu'il aurait fait en pareille occasion. Il aurait eu recours à la réciprocité et il désire qu'elle puisse rendre à la Suisse l'équivalent de ce qu'elle a perdu.

L'Empereur, ami de la Suisse et attaché à ses intérêts, ne s'opposera point à voir adoptées dans ce pays les mesures que d'autres Etats auraient prises sur les biens de l'ordre Teutonique. Il approuvera en Suisse ce qu'il a approuvé en Bavière.

S. M. a lu vos réclamations sur les discussions de Berne et de Soleure, avec l'administration française des domaines. Elle se fera rendre compte de cette affaire d'une manière plus spéciale et elle l'examinera avec le sentiment de bienveillance dont elle a été constamment animée envers la Suisse.

Les demandes commerciales de Votre Gouvernement doivent par leur importance être aussi l'objet d'un examen attentif. S. M. est constamment disposée à favoriser la Suisse en toute occasion. Elle désire pouvoir le faire sans nuire à l'industrie française, et elle voit avec peine, que dans un moment où la Suisse est encore signalée comme un dépôt de marchandises anglaises, il est plus difficile, d'ouvrir avec elle les relations commerciales qu'elle désire.

L'Empereur veut traiter les Suisses comme les Français et veut assimiler pour le payement des pensions militaires les officiers suisses aux officiers français du même tems. Sa bienveillance ne pourrait rien faire de plus après toutes les secousses de la révolution. S. M. a réparé beaucoup de pertes, Elle n'a pu effacer la trace de toutes: mais Elle a mis à l'abri de nouveaux ébranlemens tout ce qu'il était possible de conserver ou de rétablir et Elle a eu dans ses soins paternels une même règle pour les Suisses et pour ses sujets.

La situation des Gardes suisses a paru digne de beaucoup d'attention à S. M. Elle a ordonné qu'il lui fut fait un rapport par les Ministres compétens.

Les contestations de Berne et de Fribourg, vu la possession de quelques habitations, ont été considérées par S. M. comme une affaire d'administration intérieure dont la connaissance appartenait aux autorités établies par l'acte de Médiation. S. M. croit donner à la Suisse un nouveau témoignage de bienveillance, en évitant d'intervenir dans son régime intérieur et Elle voit avec plaisir par la tranquillité dont jouit la Suisse sous l'abri de ses autorités et de ses Constitutions que ce pays peut continuer de se reposer sur les unes et sur les autres avec une entière confiance.

.... Die Reise des Hrn. von Wattenwyl nach Fontainebleau hatte nicht nur zum Zweck, eine kostspielige, nunmehr in allen ihren Theilen erfüllte Sendung zu beschließen, sondern es lag ihm noch wesentlich am Herzen, sowohl mit S. E. dem Kriegsminister, den wir bereits mehrere Male vergeblich gesucht und auch schriftlich um eine Unterredung gebeten hatten, als auch mit dem Reichsmarschall und Generalobersten Lannes mündlich verschiedene wichtige Gegenstände des schweizerischen Auxiliardienstes zu verhandeln. In dieser Hoffnung verreisten wir auch den 1. Wintermonat um 3 Uhr; zwei Stunden vorher hatten wir in einer Unterredung mit S. E. dem Polizeiminister Fouché den Anlaß, uns in der Ueberzeugung zu bestätigen, einerseits daß die gegenwärtige ruhige Ordnung in unserm Vaterlande den Wünschen und Absichten des Kaisers durchaus angemessen ist, dessen Wohlwollen rechtfertigt, und in Hinsicht Frankreichs auf einer sichern Grundlage beruhet, anderseits daß die französische Polizei noch jetzt ihre Aufsicht auf die Schweizer ausdehnt, und mittelst genauer Berichte von Allem was darin vorgeht, genau unterrichtet ist.

Wir langten in Fontainebleau den gleichen Abend sehr spät an, und den 2. früh richtete Hr. von Wattenwyl seine Schritte auf den oben errichteten doppelten Zweck hin. Nicht alles gelang, denn der Kriegsminister und der Generaloberst

waren nach Paris zurückgekehrt.<sup>1)</sup> Auch in Rücksicht auf die Abschiedsaudienz herrschte Verlegenheit, Ungewissheit und endlich ward ein Aufschub auf einige Tage angesagt.

Über einen Besuch beim Minister von Champagny am 2. October schrieb Hr. von Wattenwyl Folgendes an den Landammann :

Je témoignai à M. de Champagny ma gratitude de l'attention qu'il avait donné à mes diverses notes et de son empressement à me faire connaître la décision de S. M. Je lui recommandai encore avec toute l'instance possible les intérêts de notre commerce et insistai sur la demande contenue dans ma note du 29 Septembre au sujet des renseignemens plus particuliers que le Ministère pourrait avoir reçus touchant la contrebande des marchandises anglaises. M. de Champagny me promit de donner tous ses soins à ce que la communication de tels renseignemens eut lieu, afin d'aider la Suisse à reprimer avec plus d'efficacité le trafic illicite de la contrebande. Comme il ne m'a rien dit de plus, je dois croire, que le Ministère n'a pas connaissance de quelque fait récent et positif, qui justifie l'accusation générale contenue dans la Note que j'ai eu l'honneur de transmettre à V. E.

Du reste M. de Champagny m'a confirmé que la Note sur le commerce serait soumise à l'examen des

<sup>1)</sup> Hr. von Wattenwyl drückt sich hierüber so aus: Je ne puis exprimer à V. E. le chagrin que me cause ce contremes, dans lequel je n'aperçois cependant ni le dessin de me désobliger personnellement ni l'effet de quelque prévention défavorable à la Suisse, mais uniquement la confirmation de l'épreuve déjà faite cent fois, qu'ici nos affaires intéressent peu dans les détails et que notre position, nos intérêts, nos besoins par cela même qu'ils font exception aux règles générales (d'après lesquelles on envisage tout ici), sont pour bien peu de personnes l'objet d'une étude intéressante. Heureusement que pour les résultats politiques la pensée est fixée en faveur de la Suisse, par justice, par affection, par intérêt pour son propre ouvrage, par la conviction que les rapports actuels entre les deux Etats donnent à la France le plus grand avantage qu'elle puisse obtenir de nous. Avec cette conviction nous ne devons jamais perdre courage.

Ministères des finances et de l'Intérieur. Bien qu'il ne se soit pas expliqué sur le résultat probable d'un tel examen et ne m'ait pas donné d'espérance, je dois cependant dire qu'il n'y avait dans le langage de ce Ministre rien d'aussi décidément décourageant que ce que j'avais entendu dans mes premiers entretiens sur le même objet.

L'affaire des incamérations m'a paru réclamer aussi de nouvelles instances. Le Ministre avait reçu ma seconde note sur cet objet dans laquelle je conclus à demander les bons offices des Ministres de France à Munich et à Stuttgardt, afin de procurer un arrangement équitable entre ces deux Cours et la Suisse. Je répétais que la réciprocité à laquelle S. M. semblait conseiller d'avoir recours, était sans objet puisque Bavière et Wurtemberg ne possédaient rien en Suisse. « Et l'Autriche ? demanda M. de Champagny, car c'est surtout contr'elle que la réciprocité pourrait être dirigée puisqu'elle a fait les incamérations. L'injustice dont la Suisse souffre, vient de l'Autriche. Les rois de Bavière et de Wurtemberg ont pris les choses comme ils les ont trouvées. » J'observai que l'Empereur d'Autriche n'avait chez nous que la terre de Rätzüns, peu importante quant aux avantages économiques, puisqu'elle ne rapporte que trois-mille francs de revenus; que les capitaux considérables des établissements suisses dans les fonds publics de Vienne courraient un grand danger, si la Suisse se permettait d'attaquer cette propriété; qu'après la paix de Pressbourg le séquestre des intérêts de ces capitaux avait été levé par le Gouvernement autrichien qui de cette manière avait réparé autant qu'il était en lui, le tort fait à la Confédération; mais que pour les bien-fonds, dixmes, cens et autres revenus utiles c'était uniquement aux possesseurs actuels que l'on pouvait s'adresser. Enfin j'assurai que la Suisse ne désirait que de sortir par un arrangement amiable de cette malheureuse affaire, au prix même de quelques sacrifices,

et que les bons offices de la France pourraient seuls lui en ouvrir le chemin.

Le Ministre répondit à peu près en ces termes : Puisque la réciprocité ne vous offre rien que le danger de nouvelles pertes, je vois qu'il n'y faut pas penser. Je présenterai votre seconde note à l'Empereur. Je le prierai de vous accorder ce que vous désirez. En général S. M. répugne à se mêler des affaires des autres Etats ; il les laisse jouir entre eux de toute leur liberté et dans les rapports politiques de S. M. avec la Bavière et Würtemberg, une intervention en votre faveur devient d'autant plus difficile, que cette intervention pourrait passer pour un ordre formel. S. M. veut éviter jusques au soupçon de donner un tel ordre.

En 1805, vis-à-vis de l'Autriche, les choses étaient sur un pied bien différent. On ne devait pas craindre de donner trop de chaleur à des recommandations ; d'ailleurs à cette époque dans ses discussions avec l'Autriche, la France n'avait rien de plus cher que vos intérêts. Aujourd'hui il existe de nouveaux rapports, des noeuds très-étroits avec ces mêmes Puissances, contre lesquelles vous demandez notre appui. Vous sentez combien il devient difficile à S. M. de prendre parti contre Elle en votre faveur. Quoiqu'il en soit, l'opinion du Gouvernement français sur les incamérations est fixée comme elle l'était en 1805. Si les rois de Bavière et de Würtemberg consultent S. M., elle leur répondra d'une manière non équivoque. Ce que l'on pourrait conseiller de mieux à la Suisse, serait donc de chercher à engager ces deux Princes à faire une demande. Le Landammann devrait leur écrire de nouveau pour présenter des réclamations, il pourrait dire qu'ayant consulté à Paris l'opinion de l'Empereur il a acquis la certitude que cette opinion est invariablement prononcée contre les injustices des incamérations, si sur une telle démarche ces Princes s'informent ici, ils recevront des explications propres à avancer vos affaires.

Je laisse à V. E. le soin de faire de cette réponse l'usage que sa prudence lui suggérera, il me semble qu'elle présente un point de vue assez important, pour mériter qu'on y attache quelque attention.

M. de Champagny me dit des choses générales et très-obligeantes sur les intentions de S. M. à l'égard de la Suisse. Au sortir de chez lui j'écrivis à M. de Sécur pour le prier de chercher autant qu'il pourrait dépendre de lui à accélérer le moment de mon audience de congé. Le même jour je dinais chez le Ministre des Relations du Royaume d'Italie, qui me dit : « J'ai travaillé sur vos deux notes; vous savez combien je désire qu'on puisse accorder quelque faveur aux relations commerciales entre les deux Etats. S. M., à qui j'ai voulu présenter mon rapport, m'a dit, qu'Elle l'examinerait dans quelques jours. Quant aux séquestrations en Valteline, je viens d'en écrire à S. A. le vice-Roi. Je désire qu'il y prenne intérêt et que d'après sa réponse on puisse présenter à S. M. des propositions convenables pour mettre un terme à cette malheureuse affaire. »

Ein neuer Versuch, zu dem Kriegsminister zu gelangen, fiel nicht glücklicher als die vorhergehenden aus. Dieses schmerzte den Hrn. von Wattenwyl um so mehr, weil der öffentliche Ruf allgemein den Herrn General Clarke als einen durch Gerechtigkeitsliebe, Edelmuth in dem Charakter und nicht weniger Liebenswürdigkeit ausgezeichneten Mann schildert. Hr. von Maillardoz schien sich von dessen Verwaltung die beste Wirkung für unsere Regimenter zu versprechen.

Den 10. Weinmonat erhielten wir vom Großzeremonienmeisteramt eine Einladung auf das Fest, welches zu Fontainebleau den 14. der Königin von Westphalen zu Ehren gegeben werden sollte; den 11. war dem Hrn. von Wattenwyl offiziell angezeigt, er werde von S. M. bei der allgemeinen Audienz des diplomatischen Corps Abschied nehmen können und den Tag dieser Audienz setzte ein drittes Schreiben des Hrn. Sécur,

ebenfalls auf den 11. fest. Infolge dessen begaben wir uns den 12. zum zweiten Mal nach Fontainebleau.

Der Tag vom 13. Weinmonat verstrich unter den herkömmlichen Abschiedsvisiten, zuerst an die Staatsminister von Frankreich und Italien, dann an die anwesenden Großbeamten des Reichs, die wir bei unserer Anherkunft besucht hatten, auch bewarb sich Hr. von Wattenwyl um eine Abschiedsaudienz bei Thro Maj. der Kaiserin und den Prinzen und Prinzessinnen des kaiserlichen Hauses auf den folgenden Tag, welche ohne Anstand bewilligt wurde. Nach der Mittagstafel bei Herrn von Champagny fand Hr. von Wattenwyl den Anlaß, diesem Minister noch einmal das Interesse der Schweiz auf das Nachdrücklichste zu empfehlen.

Den 14. Weinmonat vereinigten sich alle Mitglieder des diplomatischen Corps und vorgestellten Fremden, in dem dazu gewöhnlichen Ceremoniel zu der Audienz gerufen. Der Kaiser schien mit seinen Gedanken stark beschäftigt, kaum erhielten der österreichische und spanische Botschafter einige Worte. Er schritt sogleich zu dem portugiesischen Gesandten und redete ihn nach der übereinstimmenden Aussage der Mitglieder des diplomatischen Corps, welche in der Nähe waren und besser zuhören konnten, ungefähr folgendermaßen an : « Eh bien, « Monsieur de L., le prince Régent dédaigne mes conseils « et mon amitié. Il méconnaît les intérêts essentiels de « sa couronne et veut courir à sa perte. On refuse à « Lisbonne de confisquer les marchandises anglaises, d'ar- « rêter les Anglais qui se trouvent dans le Royaume, de « chasser le Ministre de ce Gouvernement perfide, l'ennemi « des Etats du continent. Pense-t-on que je souffrirai une « semblable conduite ! Je ne connais plus en Europe que « des amis et des ennemis. Tout se ligue contre l'Angle- « terre, il ne peut y avoir de neutralité. Les puissances « du continent doivent renvoyer les Ministres anglais, inter- « dire tout commerce avec cette nation et lui faire la « guerre. S'il y en a une qui veuille conserver des

« égards pour l'Angleterre, ou qui ne chasse pas les agents  
anglais, je lui déclarerai la guerre. Toutes ces choses  
sont convenues avec l'Empereur Alexandre; il fait cause  
commune avec moi, et pour soutenir ce système, je puis  
compter sur la coopération de deux-cent mille Russes. »

Der Kaiser schloß mit den Worten: « Ecrivez à Lisbonne,  
que si l'on ne fait pas tout ce que je viens de dire, dans  
deux mois la maison de Bragance aura cessé de régner. »

Gegen den dänischen Minister äußerte sich der Kaiser ebenfalls in sehr lebhaften Ausdrücken über England und lobte das energische Benehmen der dänischen Regierung. Den Abgeordneten der Hansestädte trafen Vorwürfe über die da-selbst fortdauernde Begünstigung des englischen Handels « pour exécuter les mesures que la politique du continent exige, » sagte der Monarch: « il faut mettre de côté toute considération d'intérêt particulier. »

Der Kaiser kam zum Hrn. von Wattenwyl: « Vous retournez en Suisse, M. de Watteville ? » redeten ihn S. M. an. Hr. von Wattenwyl dankte für die gütige Aufnahme, mit den ihn S. M. geehrt hatten und sagte, daß, da seine Sendung beendigt sei, ihm nichts übrig bleibe, als noch einmal die Eidgenossenschaft dem freundschaftlichen Wohlwollen und dem mächtigen Schutz S. M. zu empfehlen. Der Kaiser antwortete: « Soyez assuré que je m'intéresserai toujours à la Suisse. »

Eine halbe Stunde darauf äußerten Ihre Maj. die Kaiserin ihre gnädigen Gesinnungen ungefähr auf die gleiche Weise wie bei der ersten Audienz. Hr. von Wattenwyl beurlaubte sich ebenfalls bei den Prinzen und Prinzessinnen des kaiserlichen Hauses, Großwürdenträgern, Großbeamten u. s. w. und den Mitgliedern des diplomatischen Corps, wie es im 13. und letzten Gesandtschaftsberichte vom 17. Weinmonat angezeigt ist. Das Fest am gleichen Abend bestand aus einer sehr schönen Vorstellung auf dem Hoftheater und einem großen Ball, wo alles, was man von der Pracht und dem feinen Geschmack des französischen Hofs erwarten konnte, zum Vergnügen der Anwesenden vereinigt war.

So endete eine Sendung, die, wenn sie auch keine große bestimmte Folgen hervorbrachte, dennoch als sehr schicklich angesehen, mit ausgezeichnetem Wohlwollen aufgenommen wurde und auch nicht ohne befriedigende Resultate geblieben ist. Sie scheint geeignet, über verschiedene Punkte unserer Beziehungen mit Frankreich und Italien ein helleres Licht zu werfen. Vorzüglich aber freuet sich der mit dem Zutrauen S. E. des Landammanns beehrte Abgeordnete, hier seine aus einem zweimonatlichen Umgang mit bedeutenden Personen geschöpfte innigste Überzeugung an den Tag zu legen: „Die Schweiz dürfe auf die Huld, die Freundschaft und die Achtung des Kaisers so lange zählen, als Sie sich selbst achten und des Rufes einer biedern, ordnungsliebenden Nation würdig zeigen wird; Sie habe ferner, wenn auch so viele Wünsche jetzt noch unbefriedigt bleiben, keinen Staat um glänzendere Vorzüge zu beneiden; weil der Genuss des Friedens und einer anspruchslosen, aber wirklichen Freiheit für ein kleines Volk unter gegenwärtigen merkwürdigen Umständen schon allein das größte Glück genannt werden soll.“

Am Schlusse dieses Berichtes soll Herr von Wattenwyl noch seinen Dank für die Achtung und zuvorkommende Gefälligkeit sowohl des Herrn bevollmächtigten Ministers von Maillardoz als des Herrn Legationssekretärs Tschann, während der ganzen Zeit unseres Aufenthalts in Paris ausdrücken. Wir hatten häufig Gelegenheiten, uns von den vortrefflichen Absichten dieses Gesandten zu überzeugen, der allen seinen Amtsvorrichtungen ein Genüge zu leisten beharrlich und mit großer Gewissenhaftigkeit sich bestrebt. Bei den Regierungsbehörden und überhaupt in der Gesellschaft wird er gerne angesehen. Da in mehreren Unterredungen gewisse Punkte, wodurch seine Meinung von jener des Landammanns der Schweiz einigermaßen abwich, berichtiget worden sind, so hältet Herr von Wattenwyl dafür, daß Herr von Maillardoz seinem Vaterland ferner nützliche Dienste leisten kann.

Den 20. Weinmonat, um 10 Uhr Morgens, reiseten wir von Paris ab.

## Noten.

<sup>1)</sup> Napoleon hatte am 18. April 1807 aus dem Hauptquartier Hohenstein in Beantwortung eines Schreibens des Landammanns über den günstigen Fortgang der Werbungen in der Schweiz für den französischen Dienst, ein sehr huldvolles Schreiben an denselben erlassen, welches darauf die Tagssatzung in Zürich, Napoleons Wunsch entgegenkommend, durch das Verbot jeder Anwerbung für den Dienst einer fremden nicht mit Frankreich im Föderativ-verhältniß stehenden Macht erwiederte.

<sup>2)</sup> Von Wattenwyl, Niklaus Rudolf, geboren zu Bern 3. Januar 1760, gest. 10. August 1832, stand von 1777/84 in holländischen Militärdiensten. Seit 1795 Mitglied des souverainen Rath der CC. hatte er im Kampf bei Neuencü als Major des Bataillons Thun sich ausgezeichnet, sich aber nachher ins Privatleben zurückgezogen, aus dem er erst 1802 durch Theilnahme am Steckskrieg heraustrat. Damals Namens der Municipalität von Bern an die helvetische Consulta nach Paris abgeordnet, nahm er als einer der angeseheneren Föderalisten lebhafte Anteil an dem Zustandekommen der Mediationsakte. Seit 1803 alternirend zuerst mit v. Mülinen, später mit Freudenreich, Schultheiß von Bern, war er zugleich 1804 und 1810 Landammann der Schweiz, 1805, 1809 und 1813 General über die eidgenössischen Truppenaufgebote und wurde zugleich oft zu eidg. Missionen verwendet. Nach dem Sturz der Mediation ward er wieder alternirend mit Mülinen und später mit Fischer Schultheiss von Bern und war als solcher 1817, 1823 und 1829 Präsident des Vororts, bis er in Folge der Verfassungsveränderung von 1831 aus dem öffentlichen Leben zurücktrat.

<sup>3)</sup> Mousson, Marc, geboren 17. Februar 1776 zu Morges, gestorben 21. Juni 1861, ursprünglich Advocat, ward am 21. April 1798 französischer Secretär des helvetischen Grossen Raths und später des Directoriums. Seit dem 30. Mai 1798 Generalsekretär des Directoriums, behauptete er sich in seiner Stellung während aller Wechsel der Executive zur Zeit der Helvetic. Am 5. Juli 1803 und wieder am 12. September 1814 als Kanzler der Eidgenossenschaft gewählt, trat er am 19. Juli 1831 wegen Kränklichkeit von dieser Stelle zurück.

<sup>4)</sup> Talleyrand-Perigord, Charles Maurice, Herzog von T., unter Napoleon I. Fürst von Benevent, geb. zu Paris den 13. Februar 1754, gestorben 17. Mai 1838, 1788/91 Bischof von Autun, seit 1797 mit Unterbrechung Minister des Auswärtigen. Nach dem Frieden zu Tilsit legte T. am 8. August 1807 diesen Posten nieder, infolge des Zwiespalts, in den

er mit Napoleon dadurch gerieth, daß er auf Sicherung des allgemeinen Friedens durch Abschluß eines soliden Bündnisses mit Österreich und England drang, während jener mehr zu Russland hinneigte, und ward dafür zum Reichsvicegroßwahler (Vice-Grandélecteur) ernannt. (S. o. S. 15.)

<sup>5)</sup> Abgedruckt bei Tillier I, S. 266.

<sup>6)</sup> Berthier, Alexander, Fürst von Neuenburg und Wagram, Marschall und Viceconnetable des Kaiserreichs, seit 1809 Majorgeneral der Armee, geb. 20. Nov. 1753, gest. 1. Juni 1815, seit 30. März 1806 Fürst von Neuenburg, welches Preußen den 22. März 1806 an Frankreich abgetreten hatte.

<sup>7)</sup> Champagny, Jean Baptiste Nompère de Ch., seit 1808 Herzog von Cadore, geb. 1756, gest. 1834. — 1801 Gesandter in Wien, 1804 Minister des Innern, 1807/11 des Auswärtigen.

<sup>8)</sup> Marescalchi, Ferdinand, geb. 1764 zu Bologna, gest. 22. Juni 1816, zuerst Senator seiner Vaterstadt, wurde später nach Ausbruch der Revolution daselbst Mitglied des Vollziehungsdirectoriums der cispadaniischen, später der cisalpinischen Republik, nach Errichtung des Königreichs Italien Minister der auswärtigen Angelegenheiten desselben bis 1814, später Gouverneur der Kaiserin Marie Louise in Parma.

<sup>9)</sup> de Maillardoz, Constantin, Marquis, von Freiburg, nach dem Rücktritt Stapfers von der helvetischen Gesandtschaft in Paris, im Mai 1803 vom Landammann d'Affry mit speciellen Austrägen nach Paris geschickt, wurde von der Tagsatzung am 16. Sept. 1803 als außerordentlicher Gesandter daselbst bestellt, 1806 zugleich von Napoleon mit dem Rang eines Adjutant-Commandant-Colonel über die Schweizertruppen in französischen Diensten bekleidet, trat, infolge Auflösung der Gesandtschaft durch Tagsatzungsbeschuß vom 18. März 1814, zurück. Eben zur Zeit von Wattenwyls Sendung war die Rede davon, Maillardoz Napoleon zur Ernennung zum schweizerischen Brigadegeneral zu empfehlen und ihn dann als Gesandten durch Monsson zu ersetzen.

<sup>10)</sup> Den Friedensvertrag s. in Martens, recueil des traités, tome VIII und Ghillany, diplomat. Handbuch Bd. II.

<sup>11)</sup> Denkschrift des Landammanns Glutz an den Kaiser Napoleon vom 7. Dezember 1805. Den Friedensvertrag vom 26. December 1805, der in Art. 23 die Unabhängigkeit der Schweiz, sowie sie nach Maßgabe der Mediatisationsakte regiert würde, anerkennit, s. in den genannten Werken.

<sup>12)</sup> Ueber diese Ansprachen, welche beim Wiener-Congreß, aber ebenso erfolglos, erneuert wurden, s. Mémoire du Gouvernement du canton de Schaffhouse concernant l'acquisition des villages de Büsing, Gailingen etc., unter den Beilagen zur Instruction für die schweiz. Abordnung an den Wiener-Congreß. Tagl. Abschied 1814/15, Bd. II, Beil. A.

<sup>13)</sup> Vergl. Denkschrift des Kantons Thurgau, die Erwerbung der Stadt Constanz betreffend, am nämlichen Ort. Die Abtretung von Constanz von 1804 als theilweise Ersatz für die Incamerationen von Oesterreich selbst angeboten worden.

<sup>14)</sup> Der § 29 des Reichsdeputationshauptschlusses vom 25. Februar 1803 (s. Urk. z. Repertorium der Tags. Abschiede von 1803/13, Bern 1843, S. 111) gab die Bestimmungen an, in Betreff der der Schweiz zugehörten Entschädigungen für die in Schwaben liegenden, von schweizerischen geistlichen geistlichen Stiftungen abhängigen Besitzungen, sowie über die Bedingungen der Säcularisierung. Zu eigenthümlicher Auslegung dieses Beschlusses hatte nun aber Oesterreich alles Eigenthum der Schweiz in Schwaben incamerieren lassen. Von daher entspannen sich zuerst mit Oesterreich, später infolge des Uebergangs der vorderösterreichischen Lande an Bayern, Württemberg und Baden durch den Preßburgerfrieden, mit diesen Staaten langwierige Verhandlungen.

<sup>15)</sup> Die Herrschaft Rätzüns, im Hochgericht Flims gelegen, deren Erwerbung die Schweiz schon zu Rastatt und Lüneville angeregt hatte, ward später durch den Wienerfrieden vom 14. October 1809 von Oesterreich an Frankreich abgetreten, fiel beim Sturz Napoleons an Oesterreich zurück und ging endlich nach dem Wiener-Congresse an Graubünden über.

<sup>16)</sup> Nach Artikel 12 des Preßburgerfriedens gingen die Würde eines Großmeisters des deutschen Ordens, die damit verbundenen Rechte, Domänen und Revenüen als erbliches Eigenthum an die Familie desjenigen österreichischen Prinzen über (Erzherzog Anton), den Kaiser Franz II. dazu bestimmte. Der deutsche Orden hatte damals noch in der Schweiz Commenden in Hitzkirch (seit 1240) und Basel, dazu besaß die Comthurei Beuggen (irr. Badischen) die niederen Gerichte in Lengnau (Aargau). S. von Mülinen im Archiv des bernischen historischen Vereins Bd. VIII, S. 126.

<sup>17)</sup> Art. 5 der der Vermittlungssache beigelegten Vollziehungsartikel enthielt die Bestimmung, daß die von einigen Kantonen besessenen Schuldtitel auf das Ausland (vorzugsweise die englischen Fonds der ehemaligen Regierungen von Zürich und Bern) vor Allem aus und nach einer gleichmäßigen Vertheilung zur Tilgung der Nationalsschuld verwendet werden sollten. Dafür war aber eine Anerkennung des neuen Gläubigers seitens der englischen Regierung erforderlich, wofür man schon 1803 die Verwendung des Vermittlers hatte in Anspruch nehmen wollen.

<sup>18)</sup> S. über die französische Handelspolitik und das Verhältniß der Schweiz zu derselben Dr. Hermann Wartmann, Geschichte der St. Gallischen Industrie, St. Gallen 1870.

<sup>19)</sup> Nachdem die cisalpinische Republik am 22. November 1797 Bellinzon, Clevein und Bornio ihrem Gebiete einverleibt hatte, wurde unter Murats

Schutz ohne weitere Untersuchung alles vorgesundene bündnerische Privat-eigenthum, damals auf 8 Millionen Mailändischer Pfund gewertet, unter dem Titel einer Caution für ungeheure Nationalforderungen sequestriert und später confisziert.

<sup>20)</sup> Gemäß einer am 21. Januar 1799 zwischen helvetischen Repräsentanten und dem französischen Chef des Generalstabs abgeschlossenen Ueber-einkunft waren die in sardinischen Diensten gestandenen Schweizer=Regimenter in französischen Dienst übergetreten. Die Reclamationen derselben beliefen sich auf 2,216,730 französische Franken, für deren Anerkennung und Be-friedigung die Tagsatzung seit 1803 sich fortwährend, aber umsonst, verwen-dete. Die Reklamationen der früher in französischen Diensten gestandenen Militärs betrugen Fr. 6,706,260.

<sup>21)</sup> Im November 1806 hatte der Präfect des Oberrheins auf am Bielersee gelegenes Grundeigenthum, welches Corporationen in den Kantonen Bern, Luzern und Solothurn gehörten, einen Sequester gelegt, welcher indeß infolge der Beweidung von Wattenwyl's aufgehoben wurde.

<sup>22)</sup> Am 27. September 1803 hatte die Schweiz mit Frankreich einen Militärcapitulationsvertrag abgeschlossen, wonach in französischen Diensten 16,000 freiwillig geworbene Schweizer, in vier Regimenter eingetheilt, stehen sollten, welche Zahl durch einen neuen Vertrag vom 28. März 1812 auf 12,000 reducirt wurde.

<sup>23)</sup> S. oben Note 9.

<sup>24)</sup> Clarke, Jacques Guillaume, Graf von Hünzburg und Herzog von Feltre, Marshall von Frankreich, geb. 17. October 1765 zu Landrecy, gest. 28. October 1818, seit 1807 Kriegsminister.

<sup>25)</sup> von Mülinen, Niklaus Friedrich, geb. zu Bern, 1. März 1760, studirte 1779/80 in Göttingen und ward im April 1795 Mitglied des Großen Raths der Republik. Nachdem er sich 1798 im Kampf gegen die Franzosen ausgezeichnet, zog er sich aus dem öffentlichen Leben zurück bis 1801, nahm aber dann lebhaften Anteil an der Volkserhebung von 1802 gegen die helvetische Regierung, ward damals an den ersten Consul abge-ordnet, bei welchem Anlaß er Talleyrand kennen lernte und spielte auch während der Verhandlungen der helvetischen Consulta, der er selbst nicht angehörte, eine wichtige Rolle dasselbst. Nach der Mediation ward er 1803 neben seinem Jugendfreunde, Rud. von Wattenwyl, Schultheiß des Kantons Bern, demissionirte aber schon 1806. Während der Mediationszeit viel auch für eidgenössische Geschäfte verwendet, nahm er namentlich an den Ereignissen nach dem Sturze Napoleons lebhaften Anteil. Nach der Restauration war er wieder alternirend mit von Wattenwyl Schultheiß und als solcher 1818 und 1824 Präsident des Vororts, resignirte aber 1827. Er starb am 15. Januar 1833.

<sup>26)</sup> Dalberg, Karl Theodor Anton Marie, Reichsfreiherr von D., Kämmerer von Worms, letzter Kurfürst zu Mainz und Erzkanzler, später Fürstprimas des Rheinbunds, Großherzog von Frankfurt, endlich Erzbischof zu Regensburg und Bischof zu Worms und Constanz, geb. 2. Februar 1744, gest. 10. Februar 1817.

<sup>27)</sup> In der Schweiz bestanden im Jahr 1803 bei der Umgestaltung der Verhältnisse des Malteserordens durch den Regensburger Hauptdeputationsrat vom 25. Februar 1803 folgende zum deutschen Großpriorat (Sitz in Heitersheim) gehörige Commanden: Hohenrain und Reiden, Tobel, Leuggern, Basel, Rheinfelden und Freiburg. Am 6. Sept. 1803 hatte nun die Tagssatzung beschlossen, daß dem Malteserorden seine alten Besitzungen nicht streitig gemacht werden sollten, insofern nach dem Art. 29 jenes Necesses die herrschaftlichen und Lehensrechte als aufgehoben, die Grundzinsen und Zehnten als loskäuflich und die Besitzer der Commanden in Rücksicht dieser Gerüsse als an die Gesetze derjenigen Kantone, in welchen dieselben liegen, gebunden angesehen werden. Basel gestand später dem Großpriorat den Verkauf der auf dortigem Gebiet gelegenen Besitzungen des Malteserordens zu, während die übrigen Kantone die auf ihrem Gebiet liegenden Besitzungen säcularisierten. S. auch v. Müllinen im Archiv des bern. hist. Vereins, Bd. VII, S. 33 ff.

<sup>28)</sup> Aldini, Anton, Graf, geboren 1765 zu Bologna, gest. 5. October 1826, zuerst Professor der Jurisprudenz in Bologna, dann bei der Revolutionierung seiner Vaterstadt und deren Abtrennung vom Kirchenstaat deren Gesandter in Paris, nachher Senator und später Staatsratspräsident der cisanalpinischen Republik.

<sup>29)</sup> Die Gerichtsherrschaft Münchwiler (mit Clavalehres) zwar im ehemaligen Mediatamt Murten gelegen, war von 1484—1798 unter Berns alleiniger Herrschaft gestanden, aber dann nach 1798 mit dem Amtsbezirk Murten dem Kanton Freiburg zugewiesen worden. Die Mediationsakte hatte Freiburg im Besitz des Amtsbezirks Murten gelassen, allein sich nicht darüber ausgesprochen, ob mit oder ohne Münchwiler. Auf die Vorstellungen der Bewohner erhob nun Bern 1803 Ansprüche auf jene zwei Gemeinden, welche zwar vom Landammann d'Affry abgelehnt, später aber dem eidg. Syndicat zur Entscheidung überwiesen wurden, welches jene am 9. Juli 1809 Bern zusprach.

<sup>30)</sup> Demeunier, Jean Nicolas, geb. 15. März 1751, gestorben 7. Febr. 1814, bedeutender französischer Staatsmann und politischer Schriftsteller, seit 1799 Mitglied und Präsident des Tribunats, seit 1802 Senator. Er hatte an den Arbeiten der helvetischen Consulta in unitarischem Sinne lebhaften Anteil genommen.

<sup>31)</sup> Lannes, Jean, seit 1804 Herzog von Montebello, Marschall des Kaiserreichs, geb. 11. April 1769, gest. 31. Mai 1809, einer der bedeutendsten Feldherrn Napoleons.

<sup>32)</sup> de Gerando, Baron Joseph Maria, geboren zu Lyon 29. Febr. 1772, gestorben zu Paris 10. November 1842, 1804/1808 Generalsekretär im Ministerium des Innern, namentlich als Philanthrop und Nationalökonom bekannt.

<sup>33)</sup> Cretet, Emanuel, Graf von Chamol, geb. 10. Februar 1747, gest. 28. November 1809, ursprünglich Kaufmann, seit dem 18. Fructidor Präsident des Senates, seit dem 18. Brumaire Staatsrath, 1806 Direktor der französischen Bank, seit dem 9. August 1809 an Stelle von Champagny Minister des Innern bis September 1809.

